eJOURNAL USA

LA POLITIQUE ETRANGERE DES ETATS-UNIS

AVRIL 2006

EVENEMENTS IMPORTANTS DANS LES RELATIONS EXTERIEURES DES ETATS-UNIS

1900 - 2001

REVUE ÉLECTRONIQUE DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS

LES OBJECTIFS DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE AUX ÉTATS-UNIS

Rédacteur en chef	Merle David Kellerhals
Rédactrice en chef adjointe	Rebecca Ford Mitchell
Rédacteurs	David Denny
	David McKeeby
	Jody Rose Platt
	Jacquelyn Porth
Corédactrice	RosalieTargonski
Documentation	Samuel Moncrief Anderson
	George Burkes
	Vivian Stahl
Vidéo	Martin Manning
Illustrations	Ann Jacobs
	Maggie Johnson Sliker
Page de couverture	Thaddeus Miksinski
Maquette de la version française	Africa Regional Services, Paris

Directrice de la publication	Judith Siegel
Rédacteur principal	George Clack
Directeur adjoint de la publication	Richard Huckaby
Responsable de la production	Christian Larson
Responsable adjointe de la production	Sylvia Scott
Conseil de rédaction	Alexander Feldman
	Jeremy Curtin
	Kathleen Davis
	Kara Galles

PHOTOS DE COUVERTURE

(Au centre, en haut) Le président Ronald Reagan accueille le dirigeant soviétique Mikhaïl Gorbatchev le 8 décembre 1987 à la Maison-Blanche, où les deux chefs d'État se sont entretenus pendant trois jours. (AP/WWP)

(À gauche) Le président John Kennedy annonce, le 22 octobre 1962, l'instauration d'un blocus naval de Cuba dans une allocution télévisée et radiodiffusée de la Maison-Blanche. (AP/WWP)

(Au centre, en bas) Le premier ministre britannique Winston Churchill (à gauche), le président des États-Unis Franklin Roosevelt (au centre) et le maréchal soviétique Joseph Staline (à droite) posent le 12 février 1945, à Yalta (Ukraine). (AP/WWP)

(À droite) Le président Mao Zedong et le président Richard Nixon s'entretiennent pour la première fois en février 1972 à Pékin. (AP/WWP)

Le Bureau des programmes d'information internationale du département d'État des États-Unis publie cinq revues électroniques sous le logo eJournal USA – *Perspectives économiques, Dossiers mondiaux, Démocratie et droits de l'homme, Les Objectifs de politique étrangère des États-Unis* et *La Société américaine* – qui examinent la société, les valeurs, la pensée et les institutions des États-Unis, ainsi que les principales questions intéressant les États-Unis et la communauté internationale.

Une nouvelle revue est publiée chaque mois en anglais et est suivie deux à quatre semaines plus tard d'une version en français, en portugais, en espagnol et en russe. Certains numéros sont également traduits en arabe et en chinois. Chacune de ces revues est cataloguée par volume (le nombre d'années de publication) et par numéro (numéros publiés dans l'année).

Les opinions exprimées dans les revues ne représentent pas nécessairement le point de vue ou la politique du gouvernement des États-Unis. Le département d'État des États-Unis n'est nullement responsable du contenu ou de l'accessibilité des sites Internet indiqués en hyperlien ; seuls les éditeurs de ces sites ont cette responsabilité. Les articles, les photographies et les illustrations publiés dans ces revues peuvent être librement reproduits ou traduits en dehors des États-Unis, sauf indication contraire ou sauf mention de droit d'auteur. Dans ce dernier cas, ils ne peuvent être utilisés qu'avec l'autorisation du titulaire du droit d'auteur indiqué dans la revue.

Les numéros les plus récents, les archives ainsi que la liste des revues à paraître sont disponibles sous divers formats à l'adresse suivante :
http://usinfo.state.gov/pub/ejournalusa.html.

Veuillez adresser toute correspondance au siège de l'ambassade des États-Unis de votre pays ou bien à la rédaction :

Editor, *eJournal USA/Foreign Policy Agenda*
IIP/T/IS
U.S. Department of State
301 4th Street SW
Washington, DC 20547
États-Unis d'Amérique
Adresse électronique : ejforpol@state.gov

AVANT-PROPOS

Le nouveau numéro de la revue électronique Les objectifs de politique étrangère des États-Unis, qui porte sur un certain nombre de grands événements mondiaux au XX[e] siècle, offre un cadre pour examiner comment les relations extérieures américaines ont évolué au cours du siècle dernier et comment elles ont été influencées par les idéaux des fondateurs des États-Unis relatifs à la protection des droits et de la liberté individuelle.

Tout comme les autres pays qui interviennent sur la scène internationale, les États-Unis jouent un rôle actif et sont influencés par les événements qui se passent à l'étranger, et parfois même sont obligés de jouer un rôle contre leur gré.

La rédaction se rend compte que toute sélection de « grands événements » ne peut être qu'arbitraire, mais elle espère que les événements choisis dans cette revue donneront un aperçu du caractère et des valeurs des Américains et qu'ils susciteront un dialogue avec les lecteurs à l'étranger.

Un grand nombre de ces événements ont une influence sur la réaction actuelle des États-Unis face à une crise, à de nouvelles possibilités et aux compromis qu'exigent les relations internationales.

Un des éléments dynamiques de la politique des États-Unis, et de la plupart des autres pays, est le désir de vivre dans une société libre, stable et en paix et de coopérer avec des alliés et des partenaires commerciaux en vue d'une plus grande prospérité. Toutefois, les États-Unis considèrent aussi la politique étrangère sous l'angle tant de l'idéalisme que du réalisme, ce qui se traduit par l'alliance de la générosité et de l'intérêt personnel, par des programmes de redressement économique qui font suite à une guerre défensive, par la création d'institutions qui sont ensuite transférées à d'autres pays et par l'aide à d'autres États pour qu'ils trouvent une voie menant à la démocratie.

MM. Walter Russell Mead, Scott Erwin et Eitan Goldstein, du Conseil des relations extérieures, analysent plusieurs des événements et des idées qui ont influencé l'évolution des relations extérieures des États-Unis au cours des cent dernières années et expliquent pourquoi ceux-ci ont encore une incidence importante sur le monde actuel. M. David Ellwood, de l'université de Bologne et du centre de l'université Johns Hopkins à Bologne, examine le rôle du plan Marshall sur le redressement économique et la reconstruction des pays de l'Europe de l'Ouest après la Seconde Guerre mondiale. M. Warren Cohen, de l'université du Maryland, étudie les effets de l'établissement par le président Nixon de relations des États-Unis avec la République populaire de Chine en 1972. M. Maarten Pereboom, de l'université de Salisbury, donne un aperçu du rôle immense que le commerce et l'économie ont joué de tout temps sur les relations extérieures des États-Unis. Enfin, M. Walter Laqueur, du Centre des études stratégiques et internationales, examine comment les États-Unis ont cherché à exercer leur pouvoir avec responsabilité à la suite de la fin de la guerre froide en 1991, alors que le monde tentait de s'adapter à un nouvel environnement en matière de sécurité.

Ces auteurs et d'autres spécialistes font part de leurs idées dans les articles du présent numéro de la revue électronique. Nous vous invitons à les lire.

La rédaction

LES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DES ÉTATS-UNIS

DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS / AVRIL 2006 / VOLUME 11 / NUMÉRO 1
http://usinfo.state.gov/pub/ejournalusa.html

ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS DANS LES RELATIONS EXTÉRIEURES DES ÉTATS-UNIS

4 Introduction
CONDOLEEZZA RICE, SECRÉTAIRE D'ÉTAT

6 Les États-Unis : inextricablement liés au reste du monde
WALTER RUSSELL MEAD, SCOTT ERWIN ET EITAN GOLDSTEIN, MEMBRES DU CONSEIL DES RELATIONS EXTÉRIEURES
La diplomatie des États-Unis au XX[e] siècle peut se résumer en grande partie à la recherche d'un bon équilibre entre l'intérêt national et les grands idéaux du pays.

11 Le canal de Panama : un couloir maritime essentiel au monde
La construction du canal et sa rétrocession au Panama

15 La guerre froide : une mise à l'épreuve de la puissance américaine et un affrontement d'idées
MICHAEL JAY FRIEDMAN, HISTORIEN DES RELATIONS DIPLOMATIQUES ET RÉDACTEUR DU BUREAU DES PROGRAMMES D'INFORMATION INTERNATIONALE, DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS
À la suite de la défaite de l'Allemagne en 1945 et des ravages de la guerre dans toute l'Europe, les États-Unis et l'Union soviétique représentaient des idées, des objectifs et des plans rivaux et incompatibles en ce qui concerne la reconstruction et la réorganisation du continent européen.

21 Le plan Marshall : une stratégie qui fit ses preuves
DAVID ELLWOOD, PROFESSEUR D'HISTOIRE INTERNATIONALE, UNIVERSITÉ DE BOLOGNE (ITALIE)
Le Programme de redressement de l'Europe, plus connu sous le nom de plan Marshall, est entré dans l'histoire comme le programme de politique étrangère des États-Unis le plus couronné de succès depuis la Seconde Guerre mondiale.

28 Le plan Marshall: sa réalisation en photos

31 L'affaire du canal de Suez : une crise qui changea l'équilibre des forces au Moyen-Orient
PETER HAHN, PROFESSEUR D'HISTOIRE DIPLOMATIQUE AMÉRICAINE, UNIVERSITÉ D'ÉTAT DE L'OHIO
Cette année marque le cinquantenaire de la crise de Suez, qui faillit causer le déclenchement d'une guerre entre Israël, la Grande-Bretagne, la France et l'Égypte, dans laquelle les États-Unis et l'Union soviétique auraient pu être entraînés.

35 L'Exposition universelle et internationale de Bruxelles (1958)
Cette exposition a fourni une toile de fond à la guerre froide entre les États-Unis et l'Union soviétique dans le domaine culturel.

36 Nixon en Chine : un tournant dans l'histoire du monde

WARREN COHEN, PROFESSEUR D'HISTOIRE, UNIVERSITÉ DU MARYLAND

La victoire des communistes chinois, en 1949, dans la guerre civile chinoise a eu un effet dévastateur pour les États-Unis, mais dès 1972 les tensions se sont atténuées entre les deux pays, qui ont trouvé nécessaire de normaliser leurs relations.

40 La « diplomatie du ping-pong » a amorcé les relations sino-américaines

Des diplomates inattendus sont allés jouer au tennis de table et ont ainsi changé le cours de l'histoire.

42 Le commerce et l'économie, moteurs des relations extérieures des États-Unis

MAARTEN PEREBOOM, PROFESSEUR D'HISTOIRE ET DIRECTEUR DU DÉPARTEMENT D'HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ DE SALISBURY

S'affirmant comme une nouvelle puissance mondiale au XX^e siècle, les États-Unis se sont inspirés des principes de la philosophie des Lumières à l'origine de leur création, tout en continuant à promouvoir leurs propres intérêts économiques à l'étranger, et ont défendu les idéaux de liberté, de démocratie et de libre-échange, postulant que « le libre-échange entre pays libres » aurait pour effet d'améliorer à l'échelle mondiale la condition humaine.

47 Après la guerre froide

WALTER LAQUEUR, COPRÉSIDENT DU CONSEIL DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE AU CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES ET INTERNATIONALES

Lorsque la guerre froide a pris fin en 1989 avec la chute du mur de Berlin, que les pays d'Europe de l'Est ont retrouvé leur indépendance et que l'Union soviétique s'est désintégrée, le sentiment que la paix universelle s'était finalement répandue sur la terre s'est propagé à travers le monde.

DOCUMENTATION

51 Bibliographie

53 Sites Internet

Vidéo

Vidéoclips d'événements importants dans les relations extérieures des États-Unis

- Roosevelt : le canal de Panama
- Churchill : « le rideau de fer »
- Truman : l'Union soviétique
- Kennedy : la crise des missiles cubains
- Nixon à la Grande Muraille de Chine
- Reagan : « Monsieur Gorbatchev, abattez ce mur ! »

http://usinfo.state.gov/journals/itps/0406/ijpe/ijpe0406.htm

INTRODUCTION

En temps ordinaire, lorsque les idées, les institutions et les alliances existantes sont suffisantes pour faire face aux problèmes du jour, l'art de diriger un pays consiste à gérer l'ordre établi au niveau international et à le faire durer. Toutefois, en temps extraordinaire, lorsque le terrain même de l'histoire glisse sous nos pieds, il s'agit de transformer nos institutions et nos partenariats afin de pouvoir réaliser de nouveaux objectifs en se fondant sur des principes permanents.

U.S. Department of State

Condoleezza Rice, secrétaire d'État

Une période extraordinaire débuta en 1945, dans les décombres de l'un des plus grands cataclysmes de l'histoire humaine. La Seconde Guerre mondiale détruisit de fond en comble l'ancien régime international, et il revint à un groupe d'hommes d'État américains, notamment le président Harry Truman, deux secrétaires d'État, George Marshall (1947-1949) et Dean Acheson (1949-1953) et un sénateur, Arthur Vandenberg, d'assumer le rôle d'architecte et de constructeur d'un monde meilleur.

Les solutions appliquées pour faire face aux problèmes de cette période semblent parfaitement claires maintenant, avec cinquante années de recul. Néanmoins, elles étaient loin d'être claires pour les hommes et les femmes qui vécurent et travaillèrent en cette période caractérisée par des bouleversements exceptionnels.

Après tout, en 1946 l'Allemagne n'arrivait pas à se reconstruire, et la population allemande souffrait toujours de la faim. Le Japon était dans un état de prostration profonde. En 1947, la Grèce était en proie à une guerre civile. En 1948, les communistes s'emparèrent du pouvoir en Tchécoslovaquie. En 1949, l'Allemagne fut scindée en deux, l'Union soviétique fit exploser une bombe atomique, et les communistes chinois remportèrent la guerre civile. En 1950, une guerre se déclencha dans la péninsule coréenne.

Il ne s'agissait pas seulement de revers tactiques pour la progression de la démocratie. Alors que le « rideau de fer » divisait l'Europe et que la guerre froide commençait de se manifester, il était peu évident que la liberté et l'ouverture sur le monde extérieur finiraient par triompher. Les hommes d'État de cette période réussirent cependant avec brio à concevoir les doctrines, à établir les alliances et à mettre en place les institutions qui garantirent la liberté, qui limitèrent la progression du communisme et qui eurent finalement pour résultat l'effondrement de l'Union soviétique, la dissolution du pacte de Varsovie et l'anéantissement du marxisme-léninisme.

De 1989 à 1991, j'eus le privilège d'occuper à la Maison-Blanche les fonctions de spécialiste de l'Union soviétique à la fin de la guerre froide. Rien ne pouvait être mieux que ce poste. Je pus participer à des événements dont maintes personnes pensaient qu'ils n'auraient jamais lieu : la libération des pays d'Europe de l'Est, la réunification de l'Allemagne et les débuts de l'effondrement non violent de l'Union soviétique. Des événements qui paraissaient impossibles un jour se produisaient rapidement et semblaient inévitables quelques jours plus tard. C'est là la caractéristique des temps extraordinaires. Je me rends compte maintenant que je ne faisais que profiter des bonnes décisions prises en 1947, en 1948 et en 1949.

Nous vous invitons à vous pencher sur ces décisions et sur d'autres choix diplomatiques essentiels qui définissent encore la politique étrangère des États-Unis. L'examen de ces moments extraordinaires peut nous aider tous à mettre en perspective les problèmes auxquels nous avons à faire face de nos jours.

Le président Bush et moi sommes convaincus que nous nous trouvons de nouveau à une période extraordinaire de l'histoire. La cause fondamentale des attentats du 11 septembre 2001 est l'expression violente d'une idéologie extrémiste universelle qui se fonde sur l'oppression et le désespoir de la population du Moyen-Orient contemporain. Il s'ensuit que notre réaction doit être de grande ampleur et tournée vers l'avenir. Il nous faut nous employer à supprimer la source même du terrorisme en aidant les hommes et les femmes de cette partie du monde à transformer leur vie et leur pays.

Nous savons que la démocratisation n'est pas facile. Notre propre histoire est celle d'un peuple imparfait qui cherche depuis des siècles à être à la hauteur de l'idéal

noble des principes démocratiques. Alors que nous regardons ceux qui font de même, nous leur devons le respect et il nous faut avoir confiance qu'eux aussi réussiront à réaliser leurs aspirations.

Tout comme ces grands architectes de l'après-guerre contribuèrent à poser les fondements de l'avancée démocratique actuelle, nous prenons maintenant des décisions qui auront des répercussions pendant de nombreuses décennies. Si notre action est couronnée de succès, nous transmettrons à ceux qui viendront à notre suite les fondements pour la construction d'un monde empreint d'espoir, d'un monde où la paix et la liberté régneront.

Condoleeza Rice
Secrétaire d'État

LES ÉTATS-UNIS
Inextricablement liés au reste du monde

WALTER RUSSELL MEAD, SCOTT ERWIN ET EITAN GOLDSTEIN

Dès lors, il est manifeste que l'idéalisme imprègne de manière durable la politique étrangère des États-Unis. Toutefois, cette caractéristique n'est qu'un des maillons d'un processus dynamique et complexe. Elle doit constamment faire contrepoids à la dure réalité des impératifs stratégiques.

M. Walter Russell Mead *est chargé de recherche principal spécialisé dans la politique étrangère des États-Unis, et* ***MM. Scott Erwin*** *et* ***Eitan Goldstein*** *sont attachés de recherche, au Council on Foreign Relations (organisme indépendant d'étude des affaires étrangères).*

Pour reprendre les propos de l'ancien secrétaire d'État Henry Kissinger, la politique étrangère des États-Unis se définit par ses oscillations entre l'idéalisme animé d'un esprit de croisade et l'isolationnisme à œillères. Toute pratique qu'elle soit, cette dichotomie bien connue - celle d'un pays qui fait la chasse à d'imaginaires moulins à vent ou qui pratique cyniquement la politique de l'autruche - masque les courants qui guident depuis longtemps la politique étrangère des États-Unis. La conviction selon laquelle ce pays a pour destinée unique d'être le moteur du rayonnement de la démocratie, de l'économie de marché et de la liberté individuelle s'est révélée un élément immuable des contacts des États-Unis avec le reste du monde. Certes, les responsables n'ont pas toujours été d'accord sur la façon de promouvoir ces objectifs ni sur la capacité des États-Unis de produire les changements désirés. Pour autant, les responsables américains de toutes tendances politiques maintiennent depuis longtemps que la réussite du projet américain dépend dans une grande mesure des événements qui surviennent dans le reste du monde.

Que des frères ennemis tels que les présidents Woodrow Wilson (1913-1921) et Théodore Roosevelt (1901-1909) aient envisagé sous un jour expansionniste les intérêts des États-Unis et qu'ils aient cru l'un et l'autre que le sort de ce pays fût inextricablement lié au caractère et au comportement des nations du monde entier souligne l'ampleur de cette conception du monde. « Bon gré mal gré, nous sommes des participants à la vie du monde (...) Ce qui affecte l'humanité est inévitablement notre affaire », affirmait Woodrow Wilson. Théodore Roosevelt envisageait le rôle mondial des États-Unis sous un angle aussi vaste : « Oui, la moralité internationale existe. J'épouse cette notion en tant qu'Américain (...) qui s'efforce loyalement de servir les intérêts de son pays, mais qui s'efforce aussi de faire ce qu'il peut pour la justice et la probité vis-à-vis de l'humanité dans son ensemble, et qui se sent donc obligé de juger tous les autres pays en fonction de leur comportement à tout moment. » Dès lors, il est manifeste que l'idéalisme imprègne de manière durable la politique étrangère des États-Unis. Toutefois, cette caractéristique n'est qu'un des maillons d'un processus dynamique et complexe. Elle doit constamment faire contrepoids à la dure réalité des impératifs stratégiques. Roosevelt justifiait ces contraintes et leurs inévitables compromis en rappelant que « la poursuite d'un noble idéal doit s'accompagner du recours à des méthodes pratiques ; et si nous ne pouvons pas atteindre tous nos objectifs en un seul bond, nous devons progresser pas à pas, étant raisonnablement satisfaits tant que nous avançons un tant soi peu dans la bonne direction. » Ainsi, au lieu de la voir osciller entre l'isolationnisme et l'engagement, il est préférable d'envisager la politique étrangère des États-Unis comme le reflet d'une tension constante entre des idéaux et des intérêts qui s'opposent.

Dès lors, la diplomatie américaine du XX^{e} siècle se résume en grande partie aux efforts déployés par les responsables pour trouver l'équilibre entre intérêts et idéaux. C'est une idée qu'a reprise récemment la secrétaire d'État, Condoleezza Rice, quand elle a déclaré : « la politique étrangère des États-Unis a toujours comporté (...) un élément d'idéalisme (...) Il ne s'agit pas simplement de parvenir à une solution coûte que

(AP/WWP)

Le président Woodrow Wilson

(AP/WWP)

Le président Theodore Roosevelt

coûte car il nous faut agir dans le contexte de principes et de valeurs. De ce fait, la responsabilité nous incombe à nous tous d'adopter des mesures qui soient ancrées dans ces valeurs et de les appliquer au jour le jour de manière à progresser sans cesse vers un objectif (...) Ce qui compte, c'est le rapport, le lien opérationnel au jour le jour, entre ces idéaux et les résultats de l'action du gouvernement.» En qualifiant d'«idéalisme pratique» la stratégie du gouvernement, Condoleezza Rice a cerné aussi clairement que ses prédécesseurs le fond même du problème qui s'est posé aux États-Unis dans leurs rapports avec le monde au XX^e siècle. À des carrefours de l'histoire au siècle dernier, le conflit entre leurs intérêts et leurs idéaux a été particulièrement clair. Et à ces moments-là, la politique étrangère des États-Unis s'est révélée tenir à la fois d'un optimisme utopien et d'un pragmatisme impitoyable, souvent simultanément.

Le nom même de Woodrow Wilson est devenu synonyme de l'idéalisme américain. Sa détermination à «faire du monde un endroit sûr pour la démocratie» galvanisa l'opinion publique aux États-Unis quand le pays qui était naguère isolationniste entra en guerre. Le plaidoyer de l'ancien professeur pour l'autodétermination résonna profondément parmi les nationalistes du monde entier, et Wilson lui-même fut assimilé à une figure quasi-messianique. Un journaliste du quotidien The Washington Post qui retraçait la révolte de l'Égypte contre le gouvernement britannique au printemps 1919 fit remarquer que les nationalistes égyptiens «s'enflammaient pour les idéaux de Wilson». « Dans les rassemblements et les émeutes, ils scandent les principes de Wilson», écrivit-il. Se fondant sur ces principes, les nationalistes égyptiens implorèrent le Sénat américain d'appuyer l'accession à l'indépendance de leur pays. Wilson affirma néanmoins que Washington soutenait la politique britannique en Égypte. Si le soutien des États-Unis à la liberté pendant et après la guerre demeura essentiellement de pure forme, la doctrine de Wilson se révéla le pivot du rayonnement de la démocratie au XX^e siècle.

Pour autant, l'esprit de croisade de Wilson se doublait d'un réalisme pur et dur. Tout prêt qu'il fût à déplorer le traitement brutal des Arméniens par les Turcs, par exemple, il n'en résista pas moins aux pressions en faveur d'une déclaration de guerre contre les Turcs de crainte de compromettre la présence de missionnaires américains au Moyen-Orient. De fait, le refus des États-Unis de déployer des forces américaines pour soutenir l'État arménien naissant, dans la foulée de la Première Guerre mondiale, contribua à la défaite rapide de l'Arménie. De même, la façon dont Wilson livra la guerre dément toute velléité d'idéalisme bon enfant. Il fit jouer toute la puissance de la machine de guerre des États-Unis, fort du principe de «la force sans parcimonie ni mesure». Ainsi le rôle de Washington pendant la Première Guerre mondiale révèle-t-il une stratégie animée par le mariage d'intérêts étroitement définis et de principes profondément ancrés.

Le comportement des États-Unis pendant la Seconde Guerre mondiale illustre de manière encore plus visible le conflit entre les valeurs et les contraintes géopolitiques des États-Unis. Près d'un an avant le bombardement de Pearl Harbor par les Japonais, le président Franklin Roosevelt (1933-1945) prononçait son célèbre discours dit des «quatre libertés» dans lequel il déclara que l'homme, «où qu'il vive au monde», avait droit à la liberté d'expression

(AP/WWP)

Le cuirassé West Virginia de la marine des États-Unis peu de temps après l'attaque de Pearl Harbor (Hawaï), le 7 décembre 1941.

(AP/WWP)

Le président Franklin Roosevelt (à droite) déjeune avec son vice-président, Harry Truman, à la Maison-Blanche en 1944.

et de culte ainsi qu'à la liberté de vivre à l'abri du besoin et de la peur. Ces principes deviendront le cri de ralliement des États-Unis à leur entrée dans la Première Guerre mondiale et ils présentèrent à l'Américain moyen le cadre idéologique du combat à livrer. Pour autant, si l'artiste Norman Rockwell immortalisait les quatre libertés dans une série de tableaux publiés dans le quotidien The Saturday Evening Post, Roosevelt négociait un partenariat avec une Union soviétique totalitaire. La Russie de Joseph Staline, en proie à des purges sanglantes, à des simulacres de procès et à des famines orchestrées par l'État, était une alliée au mérite douteux pour ce qui était de faire avancer les principes dont Roosevelt se voulait le chantre.

En juillet 1941, Roosevelt envoya son fidèle conseiller Harry Hopkins jusqu'en Russie pour qu'il évalue l'engagement de Staline et la volonté de ce dernier d'être un partenaire stratégique en qui on pouvait avoir confiance. Hopkins souligna le dilemme idéologique que posait une alliance avec l'Union soviétique ; sa visite, rapporta-t-il à Roosevelt, faisait ressortir « la différence entre la démocratie et la dictature ». Le président prit le parti d'acheminer en URSS une aide d'un montant d'un milliard de dollars, première phase d'un afflux d'aide massif des États-Unis, et d'autoriser la production d'une série de films de propagande, destinés au public américain, qui présentaient Staline comme un homme honnête et qui justifiaient les excès violents de l'URSS. Sa volonté de maintenir l'alliance américano-soviétique obligea le président Roosevelt à transiger avec un engagement durable en faveur du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. L'éclipse des valeurs américaines traditionnelles par des intérêts stratégiques amena le président George W. Bush à se lamenter que la diplomatie des États-Unis pendant la Seconde Guerre mondiale avait « sacrifié la liberté au nom de la stabilité ».

Pour autant, il ne faut pas voir dans le ralliement de Roosevelt à l'Union soviétique l'abandon des idéaux des États-Unis. Certes, le président avait aligné les États-Unis sur un régime brutal, mais il avait aussi saisi l'occasion de faire progresser la démocratie et l'autodétermination en jetant les fondements d'un ordre international compatible avec les idéaux américains. Au grand chagrin de ses alliés européens, Roosevelt était un fervent ennemi de l'impérialisme et il chercha à déloger les Britanniques et les Français de leurs lointaines colonies. À l'occasion d'un dîner avec le sultan du Maroc lors de la conférence de Casablanca (1943), Roosevelt offrit d'appuyer l'accession à l'indépendance du Maroc, ce qui fit grincer des dents Churchill, assis de l'autre côté de la table, parce qu'il craignait pour les colonies britanniques. En outre, Roosevelt dénonça la présence des Britanniques en Afrique occidentale et celle de la France en Indochine, qu'il jugeait incompatibles avec les objectifs professés par les alliés pendant la guerre. Par ailleurs, il aspirait à corriger les erreurs commises par le traité qui mit fin à la Première Guerre mondiale. Il conçut l'idée d'une organisation internationale qui serait capable d'assurer la sécurité collective et d'éviter une nouvelle conflagration mondiale. L'Organisation des Nations unies sera créée par son successeur, mais c'est la vision de Roosevelt qui sera reflétée dans sa composition originale. Dès lors, pendant la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis firent preuve d'un sens tactique en s'alliant avec une dictature répressive tout en maintenant un plus vaste engagement stratégique en faveur de la promotion des valeurs américaines.

Immédiatement après son accession imprévue à la présidence, à la suite du décès de Roosevelt en 1945, Harry Truman dut faire face à d'énormes défis. Au premier abord, Truman ne présentait guère de similarités avec son suave prédécesseur patricien. Autodidacte et formé à la politique sur le tas et à la dure, Truman, à l'instar de Roosevelt, élabora une politique fondée sur l'amalgame des intérêts et des idéaux des États-Unis. La même année où il fit s'abattre une destruction sans précédent sur les villes japonaises d'Hiroshima et de

de la liberté religieuse, de la sécurité et des questions économiques (...) La question qui se pose, c'est de trouver la meilleure façon de faire avancer nos intérêts et nos convictions. Nous sommes convaincus que le processus d'engagement constitue le moyen le plus probable d'aller de l'avant dans tous ces dossiers.» À l'automne 1996, le président Clinton mit en route une campagne de trois ans visant à obtenir l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce. La Chine finit par s'intégrer à l'économie mondiale (ce qui est largement considéré comme le plus grand accomplissement de Bill Clinton sur le terrain de la politique étrangère), mais non sans mal : c'est un exemple de plus de l'opposition entre les idéaux et les intérêts américains.

Le discours que prononça le président George W. Bush à l'occasion de sa seconde entrée en fonctions illustre le degré auquel la tension de longue date entre idéaux et intérêts a défini la politique étrangère des États-Unis. Proclamant que «les intérêts vitaux et les convictions les plus profondes des États-Unis ne font plus qu'un», la vision du président vise à réussir l'harmonisation de forces opposées. Toutefois, le conflit entre les valeurs et les impératifs stratégiques des États-Unis ne se résoud pas toujours aussi facilement ; nonobstant les joutes oratoires du président, les principaux alliés des États-Unis, tels le Pakistan et l'Arabie saoudite, gouvernent souvent d'une manière contraire à l'éthique américaine. Aujourd'hui comme naguère, l'équilibre des intérêts vitaux des États-Unis et de la fidélité à leurs idéaux demeurera le principal défi que devront relever les dirigeants américains tout au long du XXI^e siècle. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

(AP/WWP)

Les anciens présidents George H. W. Bush et Bill Clinton à la Maison-Blanche en 2005.

Nagasaki, Truman exalta le projet de charte de l'ONU, « cause profonde de remerciement à Dieu tout-puissant ». L'attachement sincère du président à une organisation « déterminée à sauvegarder les générations futures contre le fléau de la guerre », avec pour toile de fond « la guerre sans merci » des États-Unis contre le Japon exemplifie l'alliance distinctive d'un idéalisme exaltant et d'un réalisme strict qui caractérisa la politique étrangère des États-Unis au XX^e siècle.

Peut-être plus que tout autre président pendant le siècle dernier, Truman sut marier les intérêts et les idéaux des États-Unis. Le plan Marshall, ambitieux programme de secours en faveur d'une Europe assaillie de difficultés dans l'après-guerre, renfloua l'économie des pays qui s'effondrait et repoussa la progression des communistes. L'accent mis sur la libre entreprise démantela les barrières économiques en Europe, ce qui aida cette dernière à se redresser rapidement et posa les fondements de l'intégration européenne. Célébré par Winston Churchill comme « l'acte le plus désintéressé dans les annales de l'histoire de l'humanité », le plan Marshall réconcilia les tensions, de manière providentielle, même pour un temps seulement, entre les contraintes stratégiques des États-Unis et leurs valeurs profondes. Au cours des quarante années qui suivirent - l'époque de la guerre froide - les dirigeants américains réussirent rarement avec autant de bonheur à allier principes et sens pratique. La plupart du temps, c'est toutefois le réalisme froid et calculé qui prit le dessus.

Le démantèlement de l'Union soviétique et le triomphe apparent de la démocratie libérale ne sonnèrent pas le glas du conflit entre les intérêts et les idéaux américains. Les relations des États-Unis avec la Chine pendant les années 1990 prouvèrent que cette tension inéluctable tenait bon. Le président Bill Clinton (1993-2001) entra en fonctions quand les relations sino-américaines étaient au creux de la vague, consécutivement à la vente de chasseurs F-16 à Taïwan par le premier gouvernement Bush. Les sanctions imposées consécutivement au massacre de la place Tiananmen et les appels de son propre parti au durcissement de la position des États-Unis devant la poursuite des violations des droits de l'homme par la Chine continuèrent d'exacerber les relations sino-américaines et forcèrent le président, en 1993, à promulguer un décret liant la situation qui prévalait en Chine en matière de droits de l'homme au renouvellement de la clause de la nation la plus favorisée en faveur de ce pays. Flanqué par le Dali Lama et Chai Ling, l'un des chefs du soulèvement de Tiananmen, le chef de la majorité au Sénat, George Mitchell, proclama d'un ton triomphant : « Pour la première fois depuis les événements de Tiananmen, il y a près de quatre ans, nous avons un président qui est disposé à agir en vue de promouvoir un changement positif. »

Ce noble idéalisme succomba rapidement à une confluence de facteurs : les intérêts commerciaux des États-Unis en Chine, les pressions exercées par le ministère de la défense à la lumière de la crise qui se pointait à l'horizon consécutivement aux essais nucléaires effectués par la Corée du Nord et à la série d'échanges publics acrimonieux avec Pékin. Du coup, Bill Clinton fut contraint de chambouler sa politique commerciale envers la Chine. Arguant que le respect des idéaux américains constituait l'arme la plus puissante pour l'intégration de la Chine à l'économie mondiale, le président adopta une politique d'engagement et, en mai 1994, il dissocia le statut de la Chine sur le plan commercial de son comportement en matière de droits de l'homme. Le ministre des finances, Robert Rubin, justifia ce volte-face en expliquant qu'il était dans l'intérêt des États-Unis « de favoriser l'accélération de l'intégration de l'économie chinoise à l'économie mondiale ». « Qu'on ne s'y trompe pas : nous avons des désaccords profonds avec la Chine dans le domaine des droits de l'homme,

LE CANAL DE PANAMA
Un couloir maritime essentiel au monde

En franchissant l'isthme de Panama le 15 août 1914, le navire *Ancon* a inauguré la transformation du continent américain et une voie interocéanique de la plus haute importance pour le monde entier. Selon l'historien américain David McCullough, la construction du canal de Panama, qui relie l'Atlantique au Pacifique, a été plus qu'un vaste chef-d'œuvre de génie civil en son genre. Sa construction a revêtu une importance historique fondamentale comparable à celle d'une guerre, écrit-il dans le livre qu'il a consacré au canal, et elle a eu une incidence sur la vie de dizaines de milliers de personnes pratiquement de toutes races et nationalités.

La première idée de la construction d'un canal remonte au début du XVI[e] siècle, lorsque Charles Quint, empereur du Saint Empire romain et roi d'Espagne, estima qu'un tel canal pourrait raccourcir les voyages à destination de l'Équateur et du Pérou. Toutefois, la première tentative de construction du canal n'eut lieu qu'en 1880 sous la direction d'une compagnie française, semblable à celle qui avait été créée pour la construction du canal de Suez. Cette tentative se solda toutefois par un échec, et les États-Unis intervinrent pour terminer sa construction. En 1902, le Sénat américain envisagea un texte de loi prévoyant la construction d'un canal non pas au Panama, mais au Nicaragua. Cependant, un amendement proposé par John Spooner (sénateur du Wisconsin) au sujet de la construction du canal au Panama l'emporta au Sénat.

AP/WWP

Le président Théodore Roosevelt, au centre, fait l'essai d'une pelle mécanique pendant la construction du canal de Panama, projet dont il s'était fait le champion. Sa visite au Panama en novembre 1906 en fit le premier président des États-Unis en exercice à voyager à l'étranger.

Pour sa part, la Chambre des représentants approuva facilement le texte de loi, et le président Théodore Roosevelt (1901-1909) le promulgua sans tarder. En 1904, après les problèmes considérables rencontrés lors de la négociation d'un traité avec la Colombie, dont le Panama constituait alors une province, les États-Unis obtinrent finalement du nouvel État panaméen indépendant l'autorisation de construire le canal.

Cette construction fut achevée en 1914. Long de 64 kilomètres, le canal se compose de 2 lacs artificiels, de plusieurs chenaux améliorés et artificiels et de 3 jeux d'écluses. Un lac artificiel supplémentaire, le lac Alajuela, assure l'approvisionnement des écluses. Le canal est un passage clé pour les transports maritimes internationaux ; plus de 14 000 navires l'empruntent chaque année, transportant quelque 203 millions de tonnes de marchandises. Ce canal en forme de S relie le golfe de Panama, sur l'océan Pacifique, à la mer des Antilles et à l'océan Atlantique.

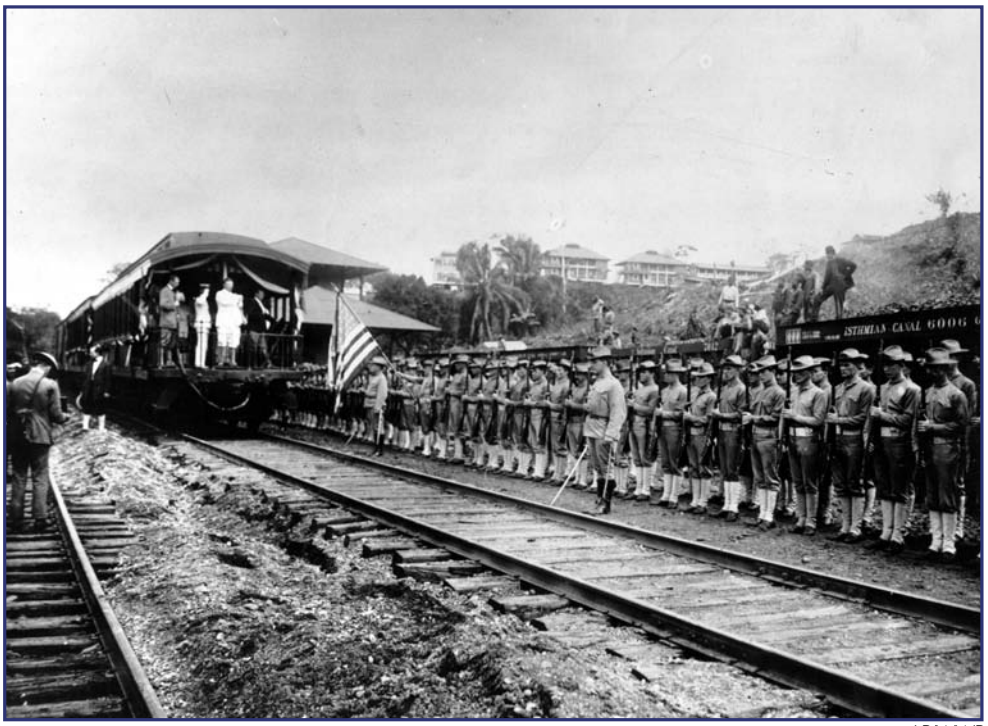
Pendant sa construction, quelque 27 500 ouvriers sur les 80 000 employés par la compagnie française, puis par la compagnie américaine, perdirent la vie, principalement à cause de deux maladies tropicales, le paludisme et la fièvre jaune. Les travaux du médecin militaire Walter Reed aboutirent à la création d'un vaccin contre la fièvre jaune qui, a permis, grâce également à de nouvelles techniques médicales de prévention, d'éradiquer cette maladie de cette partie du monde.

La grande utilité du canal tient à la réduction du temps nécessaire pour passer d'un océan à l'autre. Avant

sa construction, les navires devaient en effet contourner le cap Horn situé à l'extrême pointe sud du continent américain et parcourir 22 500 kilomètres pour se rendre de New York à San Francisco. Aujourd'hui, le voyage de New York à San Francisco par le canal ne fait plus que 9 500 kilomètres.

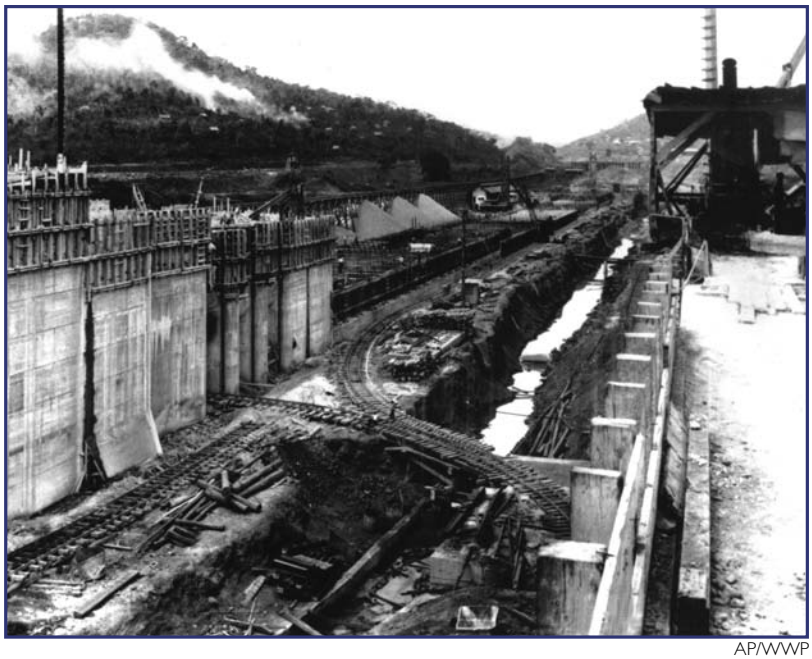
Les négociations entamées en 1974 à propos des revendications du Panama selon lesquelles le canal lui appartenait de droit aboutirent au traité Torrijos-Carter. Le président Jimmy Carter (1971-1975) et le président Omar Torrijos signèrent ce traité le 7 septembre 1977. La rétrocession définitive du canal eut lieu le 31 décembre 1999. ■

La construction du canal



AP/WWP

Habillé de blanc et debout à l'arrière du train, le président Theodore Roosevelt passe en revue les troupes américaines de la zone du canal de Panama, à l'occasion de son inspection des travaux de construction du canal en novembre 1906.



AP/WWP

Le chantier de construction de l'écluse Pedro Miguel du canal de Panama le 9 juin 1912. Long de 64 km et doté de 6 écluses, le canal, dont l'inauguration a eu lieu le 14 août 1914, relie l'océan Atlantique à l'océan Pacifique. Plus de 40 000 ouvriers participèrent à sa construction, dont le coût s'éleva à 352 millions de dollars de l'époque.

La rétrocession du canal

Un cargo traverse, le 13 décembre 1999, l'écluse de Miraflores du canal de Panama, qui est située du côté de l'océan Pacifique. L'ancien président Jimmy Carter représentait les États-Unis lors de la cérémonie de rétrocession du canal au Panama, qui se tint le 31 décembre 1999.

AP/WWP

Avec l'aimable autorisation de la Jimmy Carter Library

Le président Jimmy Carter (à gauche) et le président du Panama, M. Omar Torrijos, lors de la signature du traité du canal de Panama le 16 juin 1978. Les États-Unis sont convenus dans ce traité de rétrocéder le canal au Panama le 31 décembre 1999.

AP/WWP

De gauche à droite, le premier ministre panaméen, M. José Miguel Aleman, le ministre du canal du Panama, M. Ricardo Marinelli, la présidente de la République du Panama, Mme Mireya Moscoso, le président américain de la Commission du canal de Panama, M. Louis Caldera, et l'ambassadeur des États-Unis, M. Simon Ferro, assistent à la cérémonie de rétrocession du canal au Panama le 31 décembre 1999. Les États-Unis exerçaient leur contrôle sur le canal depuis son inauguration en août 1914.

LA GUERRE FROIDE
Une mise à l'épreuve de la puissance américaine et un affrontement d'idées

MICHAEL FRIEDMAN

AP/WWP

Le destroyer *Barry* de la marine des États-Unis s'apprête à aborder, dans l'océan Atlantique, le cargo russe *Anosov* le 10 novembre 1962, en vue d'inspecter sa cargaison, alors qu'un avion de reconnaissance américain survole les deux navires. Le navire soviétique transportait des missiles que l'Union soviétique était convenue de retirer de Cuba après le dénouement de la crise des missiles cubains en 1962.

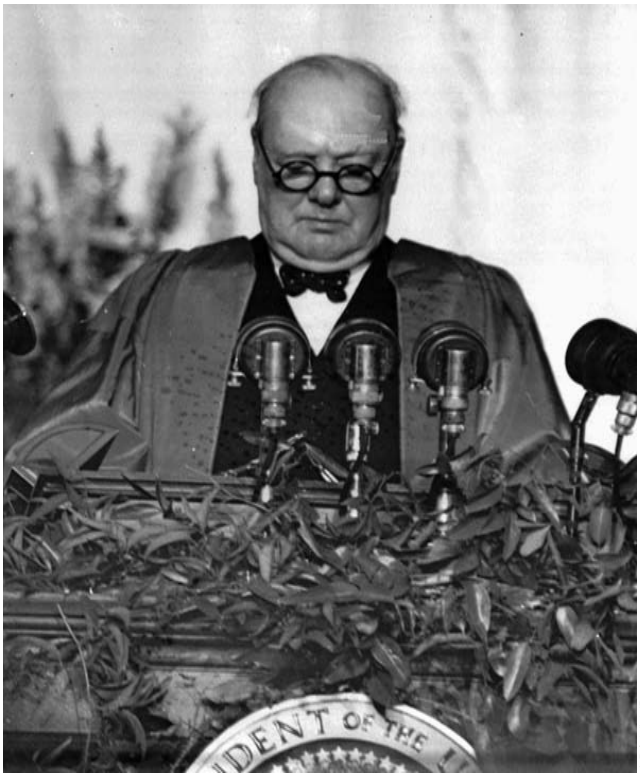
La guerre froide fut avant tout une guerre d'idées, une lutte pour imposer un certain mode d'organisation de la société humaine, un combat entre le libéralisme et le collectivisme forcé. Elle marqua la première participation de longue durée des États-Unis au jeu politique des grandes puissances et conduisit les Américains à appréhender, parfois sans grand succès, leurs aspirations contradictoires face au monde extérieur : la volonté de se tenir à l'écart, mais aussi de promouvoir la liberté des autres peuples – à la fois par altruisme et par intérêt.

***M. Michael Jay Friedman** est rédacteur du Washington File du département d'État et historien des relations diplomatiques.*

On peut dire que la guerre froide a commencé en 1917, avec l'apparition en Russie du régime révolutionnaire bolchevique qui était déterminé à exporter le communisme dans l'ensemble des pays industriels. Pour le chef de cette révolution, Vladimir Lénine, il était indispensable que ces progrès aient lieu. Comme il l'a écrit en août 1918 dans une lettre ouverte aux travailleurs américains, « nous nous trouvons maintenant, pour ainsi dire, dans une forteresse assiégée, à attendre que d'autres détachements de la révolution socialiste mondiale viennent à notre secours ».

Les gouvernements des pays occidentaux considéraient généralement que le communisme était un mouvement international dont les adhérents renonçaient à toute allégeance nationale au profit d'un communisme transnational, mais recevaient en pratique leurs ordres de Moscou, à laquelle ils se montraient loyaux.

En 1918, les États-Unis participèrent brièvement et sans grand enthousiaste à une tentative de renversement



Le premier ministre britannique, Winston Churchill, prononce, le 5 mars 1946, un discours au collège universitaire Westminster de Fulton (Missouri), lors duquel il déclara à propos de l'influence soviétique sur l'Europe de l'Est qu'un « rideau de fer » divisait l'Europe.

par les alliés du régime soviétique révolutionnaire, qui se solda par un échec. Les relations entre les Soviétiques et les pays occidentaux ont donc été empreintes de suspicion et d'hostilité bien avant que la Seconde Guerre mondiale les unisse malgré eux dans le combat contre l'Allemagne nazie.

Après la défaite de l'Allemagne en 1945 et la destruction généralisée que la guerre avait causée dans toute l'Europe, les États-Unis et l'Union soviétique avaient des idéologies, des objectifs et des plans contraires et incompatibles pour reconstruire le continent européen et pour le réorganiser. L'engagement idéologique des Soviétiques s'accompagnait d'un réalisme géopolitique. Il faut reconnaître que l'armée soviétique avait mené l'essentiel des combats, qu'elle avait subi les plus lourdes pertes en vies humaines sur le front européen et qu'elle avait libéré de l'emprise d'Hitler une grande partie de l'Europe orientale et centrale. Il est vite apparu – en Pologne, en Tchécoslovaquie et ailleurs – que Moscou tenait désormais à imposer dans ces territoires des régimes communistes dépendant directement des Soviétiques, malgré l'opposition des Polonais et des Tchèques, sans parler des Roumains, des Bulgares et des autres Européens de l'Est.

Le point de vue de Washington était très différent. Les dirigeants américains estimaient maintenant que la politique isolationniste des États-Unis vis-à-vis de l'Europe après la Première Guerre mondiale avait été une grave erreur, qui avait sans doute contribué à la montée d'Hitler et qui avait failli conduire à l'hégémonie sur le continent européen d'une seule puissance hostile et susceptible de menacer la sécurité nationale des États-Unis. Les forces soviétiques étant maintenant implantées dans la moitié du continent et les communistes disposant d'un fort soutien en France, en Italie et, surtout, en Allemagne, les dirigeants américains avaient des raisons de s'inquiéter.

On ne pouvait imaginer de contraste plus marqué entre les États-Unis libéraux et individualistes et l'Union des républiques soviétiques socialistes à l'économie planifiée et au climat politique répressif, à mesure que ces deux puissances commencèrent à rivaliser d'efforts pour s'assurer la loyauté de l'Europe et des pays nouvellement affranchis du colonialisme.

La guerre froide en Europe

La volonté des États-Unis « d'endiguer » le pouvoir soviétique derrière ses frontières établies après la guerre se manifesta en deux grandes phases : un effort immédiat visant à redonner vie à l'Europe sur le plan économique et politique, et ainsi à renforcer sa capacité et son désir de continuer à résister à l'avancée soviétique, et, par la suite, le maintien, à l'ère nucléaire, de la crédibilité des promesses faites par les États-Unis de défendre ses alliés européens.

La détermination des États-Unis de reconstruire l'Europe non communiste et de la défendre s'est rapidement manifestée par deux initiatives. En 1947, lorsque la Grande-Bretagne informa Washington qu'elle n'avait plus les moyens financiers de soutenir la lutte des gouvernements grec et turc contre les rebelles communistes, le président Harry Truman (1945-1953) affecta 400 millions de dollars à cette fin. De façon plus décisive encore, la doctrine Truman promit pour une durée indéterminée « d'apporter un soutien aux peuples libres qui résistent à des tentatives de domination provenant de minorités armées ou de pressions extérieures ». L'année suivante, le plan Marshall accordait quelque 13 milliards d'aide économique aux pays de l'Europe de l'Ouest. L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), créée en 1949, lia officiellement les États-Unis à la défense de l'Europe de l'Ouest, dans le cadre de leur première « alliance étroite »,

AP/WWP

Des Allemands de l'Est et de l'Ouest se tiennent sur le mur de Berlin, devant la porte de Brandebourg le 10 novembre 1989, le lendemain de l'ouverture du mur. Ce moment symbolise le commencement de la fin de la guerre froide en Europe.

situation contre laquelle le premier président des États-Unis, George Washington (1789-1797), avait mis en garde.

L'OTAN fut créée pour contrecarrer la supériorité militaire des Soviétiques en matière d'armes classiques en Europe. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis avaient effectué la démobilisation militaire la plus rapide de l'histoire, en réduisant leurs effectifs d'environ 8,3 millions d'hommes en 1945 à moins de 500 000 en 1948. L'Armée rouge maintint une présence beaucoup plus importante au cœur de l'Europe, et il était généralement admis qu'elle pourrait rapidement prendre possession de l'Europe de l'Ouest si Staline ou ses successeurs le souhaitaient. Dans une telle éventualité, les États-Unis prévoyaient des représailles au moyen de la bombe atomique et, plus tard, de missiles nucléaires, mais leurs alliés européens, sur le territoire desquels bon nombre de ces bombes allaient nécessairement tomber, étaient bien entendu inquiets.

Lorsque les Soviétiques se dotèrent de la bombe atomique (en 1949) et de missiles nucléaires (en 1953), de nombreux Européens se demandèrent si les États-Unis les défendraient contre une attaque soviétique maintenant que Moscou pouvait, à son tour, déclencher un holocauste nucléaire dans des villes américaines. En d'autres termes, seraient-ils prêts à sacrifier New York pour défendre Paris, Londres ou Bonn ?

La guerre froide en Europe tournait en grande partie autour de cette question. Les pressions soviétiques contre Berlin-Ouest – enclave occidentale au milieu de l'Allemagne de l'Est communiste qui ne pouvait par conséquent pas être défendue par des moyens militaires – visaient à faire prendre conscience aux Européens de l'Ouest de la précarité de la situation. Les réponses des États-Unis à ces pressions, notamment le pont aérien de Berlin de 1948, pendant lequel l'armée américaine livra des vivres et d'autres produits de première nécessité à la ville sous blocus soviétique, la promesse du président John F. Kennedy en 1963 – « Tous les hommes libres, où qu'ils vivent, sont des citoyens de Berlin (...) Ich bin ein Berliner » – et le défi lancé en 1987 par le président Ronald Reagan – « Monsieur Gorbatchev, abattez ce mur ! », toutes ces réponses montrent que les États-Unis voyaient en Berlin un symbole important du lien transatlantique et de leur ferme volonté de défendre leurs alliés européens.

La dernière grande crise de la guerre froide en Europe mit en évidence une autre tentative soviétique de diviser les alliés occidentaux. En 1975, Moscou se dota de missiles SS-20, des armes très précises de portée intermédiaire, capables d'atteindre des cibles en Europe de l'Ouest, mais non de parvenir jusqu'aux États-Unis. Les Européens de l'Ouest se demandèrent alors de nouveau si les États-Unis useraient de représailles en cas d'attaque contre l'Europe et s'ils déclencheraient alors une guerre nucléaire mutuellement destructrice entre eux et les Soviétiques. L'OTAN décida alors de rectifier ce déséquilibre des forces en négociant avec les Soviétiques le retrait de toutes les armes de portée intermédiaire, mais également en annonçant l'installation en Europe de missiles Pershing II et de missiles de croisière américains lancés du sol si Moscou ne retirait pas ses SS-20.

De nombreux Européens de l'Ouest étaient opposés à ces mesures à divers titres, mais le mouvement communiste international contribua également à organiser et à encourager des éléments de ce « mouvement en faveur de la paix », espérant contraindre les Européens de l'Ouest à faciliter par des voies politiques la supériorité militaire soviétique. Après un vote décisif au Parlement ouest-allemand en novembre 1983, les nouveaux missiles américains furent déployés.

En décembre 1997, le président Reagan (1981-1989) et le secrétaire général Mikhaïl Gorbatchev (1985-1991) signèrent le Traité sur l'élimination des missiles de portée intermédiaire et de portée plus courte. L'incapacité de l'Union soviétique à diviser les États-Unis de ses alliés d'Europe de l'Ouest fut l'un des éléments décisifs de l'issue de la guerre froide.

La guerre froide à la périphérie

En 1947, le diplomate américain George Kennan énonça la stratégie de base des États-Unis pendant la guerre froide : « une politique d'endiguement visant à exercer sur les Russes une force contraire constante partout où ils menacent d'enfreindre les intérêts d'un monde stable et en paix ». À de nombreuses reprises, cette politique fut en opposition avec la volonté réelle de Washington de soutenir la décolonisation et de s'aligner avec les nouveaux États indépendants de l'Afrique, de l'Asie et du Moyen-Orient, une zone que les stratèges qualifiaient parfois de « périphérie », l'Europe restant le principal théâtre de la guerre froide.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les dirigeants américains avaient prévu le démantèlement des empires coloniaux européens et espéraient gagner l'amitié de ces nouveaux pays. Les États-Unis ne ménagèrent donc aucun effort pour empêcher les autorités néerlandaises de reprendre le contrôle de l'Indonésie, allant même jusqu'à menacer en 1949 de mettre fin à l'aide accordée dans le cadre du plan Marshall tant que les Pays-Bas ne reconnaîtraient pas l'indépendance de l'Indonésie. Pour des raisons similaires, Eisenhower força en 1956 la Grande-Bretagne, la France et Israël à mettre fin à leurs occupations respectives du canal de Suez et de la péninsule du Sinaï.

La politique des États-Unis dans cette zone périphérique n'avait cependant rien de systématique. Dans certains cas, comme aux Philippines en 1986, Washington se rangea du côté des forces populaires, même si elles étaient opposées à des régimes pro-américains. Dans d'autres cas, les dirigeants américains avaient tendance à déceler une présence communiste derrière le moindre mouvement nationaliste et considéraient ces pays comme des « dominos » : si l'un d'entre eux « tombait » sous influence communiste, on supposait alors que les pays voisins risquaient alors de suivre.

Cette « théorie des dominos » fut à l'origine de l'intervention américaine la plus catastrophique en zone périphérique : le Vietnam. Après la reddition des Japonais en 1945, les Français essayèrent de réaffirmer leur pouvoir de puissance coloniale au Vietnam, mais ils se heurtèrent à une forte résistance. Les dirigeants américains étaient tentés d'inciter Paris à renoncer à l'Indochine, tout comme ils avaient contribué au retrait des Pays-Bas de l'Indonésie. Toutefois, les Français les mirent en garde, arguant que la perte de leur empire risquait de faire passer la France sous contrôle communiste. Washington n'était pas prêt à courir ce risque. Petit à petit, d'abord en apportant un soutien aux Français, puis progressivement en introduisant des formateurs et ensuite des soldats américains – près de 550 000 au milieu de l'année 1969 – les États-Unis sacrifièrent en vain des hommes et des moyens financiers dans le but d'empêcher le régime communiste du Vietnam du Nord de s'étendre à l'ensemble du pays.

Si l'action menée par les Américains dans la zone périphérique de la guerre froide est loin d'être irréprochable, leur rival soviétique s'employa tout aussi activement à étendre son influence dans l'ensemble du tiers-monde, en apportant son soutien à des dictateurs et en intervenant à l'échelle locale.

Une rivalité de longue durée

La stratégie d'endiguement était une tâche de longue haleine, que le président Kennedy (1961-1963) qualifia de « long combat crépusculaire ». C'était une nouveauté pour un pays dont les interventions précédentes sur la scène internationale visaient à régler des problèmes précis et immédiats.

La réaction des États-Unis aux trois premières situations de crise indiquait que la guerre froide n'allait probablement pas se terminer par une victoire militaire écrasante. En décidant en 1951 de limoger le général Douglas Macarthur, le président Truman décidait en substance de faire la guerre de Corée pour préserver la Corée du Sud et non, comme le souhaitait le général, pour libérer le nord du pays. Cinq ans plus tard, le président Dwight Eisenhower (1953-1961) évita soigneusement d'offrir la moindre aide concrète aux Hongrois qui se rebellaient contre leur gouvernement imposé par les Soviétiques et contre les troupes de l'Armée rouge qui étouffèrent leur révolution.

Enfin, la crise des missiles de Cuba en 1962 mit encore plus nettement en évidence les limites des conflits ouverts à l'ère nucléaire. Les Soviétiques cherchaient à introduire secrètement à Cuba des missiles de portée intermédiaire, qui constituaient manifestement une menace pour le territoire américain. Malgré la supériorité incontestable des États-Unis en matière d'armes nucléaires, une guerre ouverte risquait d'entraîner des dégâts inacceptables. Le président Kennedy conclut donc un accord secret, dont les termes ne seront connus que des années plus tard. En échange du retrait des missiles nucléaires soviétiques à Cuba, les États-Unis acceptèrent de ne pas prendre de mesures contre le régime

AP/WWP

Des écolières de Moscou sont assises, en 1991, sur la statue de l'ancien dirigeant soviétique Joseph Staline dans un parc de Moscou. Cette statue renversée rappelle les bouleversements qui eurent lieu cette année-là en Russie.

communiste de Fidel Castro et également de retirer, après un laps de temps acceptable, les missiles américains « obsolètes » basés en Turquie.

Les deux « superpuissances » tirèrent manifestement des leçons différentes de la crise des missiles de Cuba. Si en 1980 les États-Unis avaient, pour l'essentiel, remis à plus tard tout nouvel accroissement de leur armement nucléaire, les Soviétiques s'étaient mis à augmenter considérablement le leur, et rien n'indiquait qu'ils avaient l'intention de ralentir leurs efforts. Parallèlement, l'introduction dans les années 1970 de forces armées cubaines dans les conflits africains et l'invasion en 1979 de l'Afghanistan par les Soviétiques – la première intervention directe de l'Armée rouge en dehors de l'Europe de l'Est – convainquit de nombreux Américains que la guerre froide n'était pas encore finie.

La fin de la guerre froide

Les causes de l'effondrement de l'Union soviétique font encore à ce jour l'objet d'âpres débats. Il est néanmoins possible de faire à ce sujet quelques observations. Rappelons par exemple que le renforcement considérable des moyens militaires ordonné par le président Reagan a fait augmenter les coûts encourus par les Soviétiques pour maintenir leur puissance militaire et qu'à la suite du projet de boucliers anti-missiles « Star Wars » de Reagan, la rivalité entre les deux pays risquait de se jouer désormais dans l'arène des nouvelles technologies, domaine dans lequel l'Union soviétique – une société fermée – ne pouvait pas se montrer à la hauteur.

L'économie dirigée soviétique était déjà en perte de vitesse. Quels que soient les succès du modèle communiste en matière d'industrialisation, le nouvel univers des technologies de l'information posait des défis insurmontables à une société qui surveillait étroitement ses citoyens et qui contrôlait même leur utilisation des photocopieuses. Des dirigeants clairvoyants comme le secrétaire général Gorbatchev en avaient conscience. Les réformes qu'il entreprit, mais dont il ne put maîtriser l'issue, conduisirent au démantèlement de l'Union

soviétique et à la fin de la guerre froide.

Du point de vue des États-Unis, ces quarante années de conflit se soldèrent par une victoire de leurs idées. Ils payèrent un prix très élevé – à de nombreuses reprises – pour cette victoire. Évidemment, il y eut la perte énorme de vies humaines irremplaçables sur les champs de bataille et les dépenses consacrées à des armes d'une puissance inimaginable plutôt qu'à des causes plus nobles et tout aussi urgentes tant aux États-Unis qu'à l'étranger. Il y eut également un coût sur le plan politique. La guerre froide obligea par moments les Américains à s'associer par pragmatisme géopolitique à des régimes peu recommandables.

Les États-Unis de la guerre froide obtinrent cependant également des résultats très concrets. En premier lieu, l'Europe de l'Ouest et sans aucun doute une partie du monde furent sauvées de l'emprise de Joseph Staline, un dictateur meurtrier somme toute peu différent de l'Adolf Hitler vaincu en 1945. Fait tout aussi important à l'époque de l'armement nucléaire, les pays captifs de l'Union soviétique furent libérés sans que l'on eût à déclencher une guerre générale d'une destruction sans précédent. Les institutions démocratiques des États-Unis en sortirent indemnes – à vrai dire renforcées – et le modèle américain d'organisation sociale qui accorde à l'individu la liberté politique, religieuse et économique de poursuivre ses aspirations garda toute sa force à l'aube d'un nouveau millénaire. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

LE PLAN MARSHALL
Une stratégie qui fit ses preuves

DAVID ELLWOOD

AP/National Portrait Gallery

Portrait de George Marshall en 1947. Premier secrétaire d'État des États-Unis de l'après-guerre, il fut à l'origine du plan de reconstruction des pays européens qui porte son nom.

Le mythe du plan Marshall est devenu aussi puissant que le legs de ce programme dont l'histoire garde la trace. En 1955, l'historien officiel de ce plan s'émerveillait de ce qu'une simple « suggestion » faite par George Marshall, qui était alors secrétaire d'État, le temps d'un paragraphe dans un discours prononcé à l'université Harvard, avait donné naissance à un programme qui s'était « rapidement transformé en une aventure internationale, vaste et fougueuse : au fil du temps, le plan en vint à revêtir de multiples dimensions pour une multitude de gens ». Cinquante ans plus tard, signe incontestable de sa renommée, on pouvait en dire autant.

***M. David Ellwood** est professeur d'histoire internationale à l'université de Bologne (Italie) et chargé de cours au centre de l'université Johns Hopkins à Bologne.*

Ce n'était pas un plan au départ et, à en croire de vieux routiers, il n'en devint jamais un. Le numéro deux de ce programme, Harlan Cleveland, le qualifia de « série d'improvisations (...), un événement international en continu ». Pour autant, le Programme de redressement de l'Europe (European Recovery Program ou ERP), mieux connu sous le nom de plan Marshall, s'impose dans l'histoire comme l'initiative la plus réussie de politique étrangère des États-Unis depuis la Seconde Guerre mondiale.

Après le démantèlement de l'apartheid, les Sud-Africains prônèrent l'adoption d'un plan Marshall. Après la chute du mur de Berlin, les Européens de l'Est et les Russes réclamèrent le plan Marshall que l'Union soviétique leur avait refusé en 1947. Inquiet du risque de désintégration en Afrique, le gouvernement britannique proposa en 2005 une intervention internationale coordonnée calquée sur le plan Marshall.

Le mythe du plan Marshall est devenu aussi puissant que le legs de ce programme dont l'histoire garde la

AP/WWP

Les auteurs du plan Marshall s'entretiennent des progrès de la reconstruction des pays européens à la Maison-Blanche, en novembre 1948. De gauche à droite, le président Harry Truman, George Marshall, secrétaire d'État, Paul Hoffman, PDG de la société Studebaker qui était à la tête de l'Administration de la coopération économique du plan Marshall, et Averell Harriman, principal représentant des États-Unis auprès des pays européens participant au plan Marshall.

trace. En 1955, l'historien officiel de ce plan s'émerveillait de ce qu'une simple « suggestion » faite par George Marshall, qui était alors secrétaire d'État, le temps d'un paragraphe dans un discours prononcé à l'université Harvard, avait donné naissance à un programme qui s'était « rapidement transformé en une aventure internationale, vaste et fougueuse : au fil du temps, le plan en vint à revêtir de multiples dimensions pour une multitude de gens ». Cinquante ans plus tard, signe incontestable de sa renommée, on pouvait en dire autant.

La naissance d'une idée

Trois états de fait se conjuguèrent pour déboucher, au printemps 1947, sur la création d'un projet spécialement destiné à l'Europe occidentale. Le premier concerne la situation matérielle du continent européen au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, laquelle avait été suivie par un hiver particulièrement rigoureux en 1946-1947. Le second a trait à la faillite de la doctrine Truman (plan ambitieux visant à aider la Grèce et la Turquie à résister à la pression soviétique), qui n'avait pas su forger une voie constructive pour l'avenir. Le troisième tient à l'expérience difficile qu'avait vécue le secrétaire d'État, George Marshall, lors de la conférence des ministres des affaires étrangères qui s'était tenue à Moscou en mars-avril 1947 pour discuter de l'avenir de l'Allemagne.

Le président Harry Truman avait rappelé George Marshall au début de l'année 1947 en nommant au poste de secrétaire d'État (ministre des affaires étrangères) l'ancien chef d'état-major de l'armée de terre qui avait pris sa retraite à la fin de la guerre. Le succès qu'il avait remporté dans ses anciennes fonctions, et qui lui avait valu d'être surnommé « l'organisateur de la victoire » par Churchill, conjugué à ses qualités, dont la perspicacité, l'intégrité et l'abnégation, faisait de lui la personnalité publique la plus écoutée de l'époque. Sa patience et son sens du devoir furent mis à rude épreuve à Moscou. Un diplomate américain de haut rang, George Kennan, résuma en ces termes la conclusion lapidaire de George Marshall quand il quitta la capitale soviétique : « L'Europe était dans un état pitoyable. Il fallait réagir. S'il ne prenait pas l'initiative, d'autres (que lui, Marshall) le feraient. »

George Kennan et son équipe du bureau du département d'État chargé de la politique prévisionnelle élaborèrent l'un des documents fondamentaux qui allaient donner naissance au plan Marshall. Ils s'inspiraient en partie des idées de l'époque, qui attribuaient les deux guerres mondiales et la grande crise économique à la haine entre les classes, à la pauvreté, à l'arriération et à l'absence d'un espoir de changement. Ils entendaient créer un monde de l'après-guerre qui appuierait la revendication des simples citoyens désireux de tirer parti, eux aussi, des retombées de l'industrialisme. Dans le monde entier, ils en étaient convaincus, les gens qui vivaient dans la prospérité ou qui pouvaient tout au moins l'entrevoir ne se tournaient pas vers le totalitarisme.

Toutefois, le plan Marshall comportait une dimension

spécifiquement européenne. Le mauvais génie de l'Europe, à en croire George Kennan, le secrétaire d'État adjoint, Dean Acheson, et le futur ambassadeur de l'ERP, Averell Harriman, c'était le nationalisme. Si cette racine du néo-fascisme et des autres rivalités du XX[e] siècle pouvait être maîtrisée au profit d'un cadre économique européen intégré, la prospérité qui en découlerait pourrait peut-être dépasser cette concurrence nationaliste, prévenir d'autres conflits armés et rendre inutile la participation des États-Unis à de futures guerres européennes.

Ainsi la modernisation et l'intégration en vinrent à former le double objectif de l'ERP, le débat portant uniquement sur la façon de l'atteindre. L'idée que les Européens devaient réfléchir et agir par eux-mêmes dans le cadre de la conception présentée constituait la clé de voûte du plan Marshall, et c'est ce qui le différenciait des autres programmes d'aide.

Dans le discours, bref, simple et direct, qu'il prononça à Harvard en juin 1947, George Marshall expliqua, avant tout, la dévastation et le désespoir dont l'Europe était la proie. Il lança des avertissements à ceux qui cherchaient à exploiter la misère à des fins politiques. Une chose était claire : l'octroi d'une aide par les États-Unis ne serait pas subordonné à l'idéologie ; en d'autres termes, l'Union soviétique et les pays communistes ne seraient pas exclus de facto.

Puis il aborda le point essentiel, dans un seul paragraphe qui invitait les Européens à se mettre d'accord sur leurs besoins et sur l'emploi qu'ils feraient de l'aide éventuelle des États-Unis. Le rôle des États-Unis, déclara George Marshall, « consisterait à apporter leur concours amical à l'élaboration d'un programme européen et, ultérieurement, à son appui, dans la mesure où cette option revêtirait un caractère pratique pour eux. » Le secrétaire d'État avait insisté sur la double nécessité d'une action commune de la part des Européens et de la recherche « d'un remède, et non d'un palliatif ». Il conclut en exhortant ses compatriotes à « assumer la vaste responsabilité que l'histoire » avait clairement placée sur les États-Unis.

« On s'attendait à les voir faire un saut de cinq centimètres, et ils ont fait un bond de deux mètres », écrivit un journaliste américain. En moins de deux semaines, les ministres des affaires étrangères français et britannique réunirent à Paris une Conférence de coopération économique européenne (CCEE), laquelle, en procédant par étapes entre la fin juin et la fin septembre, établit avec l'aide de quatorze autres États un rapport destiné au département d'État sur l'aide économique totale dont l'Europe pourrait avoir besoin. La plupart des pays représentés n'avaient pas de plan national, certains même n'avaient pas une idée très nette de l'état de leur économie. Sans la moindre expérience de la planification commune à l'échelle du continent, les délégués avancèrent le chiffre de 28 milliards de dollars. Washington opposa immédiatement une fin de non-recevoir à cette requête, jugée parfaitement excessive.

Toutefois, l'histoire a surtout retenu de la CCEE l'arrivée et le départ fulgurant d'une importante délégation soviétique conduite par le ministre des affaires étrangères du Kremlin, Viatcheslav Molotov. Face à la proposition occidentale d'une stratégie pan-européenne de redressement qui traitait l'Allemagne comme une seule entité économique, les Soviétiques prirent leurs cliques et leurs claques, comme Washington l'avait prévu. La délégation soviétique accusa les Américains et leurs principaux alliés de tenter de diriger l'économie des pays européens - signe de l'impérialisme d'une grande puissance, américaine cette fois. Moscou exerça d'importantes pressions sur les pays d'Europe de l'Est pour qu'ils rejettent le plan Marshall. En février 1948, un coup d'État communiste en Tchécoslovaquie instigué par l'Union soviétique matérialisa la rupture entre les anciens alliés de la Seconde Guerre mondiale.

LA MISE EN ROUTE DU PLAN

Après des négociations qui durèrent tout l'hiver, l'octroi d'une aide ici ou là pour parer au plus pressé et l'accroissement considérable des tensions entre l'Est et l'Ouest, le programme de redressement de l'Europe vit officiellement le jour quand le Congrès adopta une loi en ce sens et que le président Truman la promulgua en avril 1948. Son application fut confiée à un nouvel organisme fédéral, l'Administration de coopération économique (Economic Cooperation Administration ou ECA). Déterminé à rallier un soutien bipartite, le président Truman, démocrate, nomma un républicain à la tête de l'ECA, à savoir Paul Hoffmann, qui était alors PDG de la société Studebaker (automobiles). Les fonds commencèrent à être déboursés immédiatement, sous l'étroit contrôle du Congrès.

Le programme adopté avait pour objectif suprême la création en Europe de l'Ouest d'une « économie saine, indépendante d'une aide extérieure extraordinaire » d'ici à 1952. À cette fin, note l'historien économique Immanuel Wexler, « la loi stipulait un plan de redressement fondé sur quatre principes : 1) un robuste effort de production, 2) l'élargissement du commerce extérieur, 3)

The German Marshall Fund

L'un des 25 dessins sélectionnés lors d'un concours organisé en 1950 pour créer des affiches illustrant les objectifs et l'esprit du plan Marshall. 10000 dessins furent soumis par des artistes de 13 pays bénéficiaires du plan Marshall.

la création et le maintien de la stabilité financière interne et 4) le développement de la coopération économique (européenne).» À la consternation de beaucoup d'Européens qui comptaient tout bonnement sur un programme de secours de grande ampleur, il devint rapidement manifeste qu'un tel programme nécessitait impérativement la modification structurelle permanente des économies européennes, individuellement et conjointement. C'est ce que George Marshall avait en tête, et rien de moins, quand il parla d'un «remède, et non d'un palliatif».

Devant l'ampleur de la tâche, la CCEE céda rapidement la place à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), sous l'égide du premier ministre belge, Paul-Henri Spaak. Sur ces entrefaites, les ambassades des États-Unis dans les pays membres faisaient signer des pactes bilatéraux qui précisaient les obligations des États européens envers leur nouveau commanditaire. L'une d'elles était de reconnaître l'autorité de la «mission» de l'ECA qui devait être établie dans chaque capitale. Un comité officiel servirait de trait d'union entre chaque mission et le gouvernement national de façon à superviser l'administration du programme sur le terrain.

La tâche principale du comité consistait à planifier le déboursement des nouveaux «fonds de contrepartie» à bon escient. Cette caractéristique allait définir toute l'opération; ce serait l'outil qui distinguerait le plan Marshall de tous les autres programmes classiques d'aide. Le fonds était un compte, ouvert dans chaque banque nationale, sur lequel devait être déposé le produit de la vente locale de marchandises fournies par l'ERP. En fait, une bonne partie de l'aide n'était pas aussi «gratuite», ni aussi liquide, que l'escomptaient les Européens. En règle générale, les fonds devaient provenir de la vente de marchandises en provenance des États-Unis et cédées au plus offrant, dans le secteur public ou privé. Au lieu d'être versés aux États-Unis, les paiements iraient alimenter le nouveau fonds. C'est de là que viendraient les capitaux pour soutenir l'effort de reconstruction et de modernisation, conformément à l'accord conclu entre la mission de l'ECA dans le pays et le gouvernement national.

Par ailleurs, l'ERP fut assurément une arme puissante pendant la guerre froide. Son plus haut représentant en Europe, Averell Harriman, alla en 1949 jusqu'à caractériser toute cette entreprise d'«opération coupe-feu». Le successeur de George Marshall au poste de secrétaire d'État, Dean Acheson, la personne que, de ses propres dires, «personne ne surpassa du point de vue du nombre de discours prononcés sur le plan Marshall et de réponses apportées aux questions sur ce thème» rappela «ce que les citoyens et les représentants du Congrès voulaient toujours savoir en dernière analyse, c'est-à-dire la façon dont le plan Marshall permettait de bloquer non seulement l'expansion du pouvoir soviétique, mais aussi l'acceptation de l'organisation et de l'alignement économiques et politiques communistes.»

La nécessité de convaincre les bénéficiaires du plan Marshall

Au plan Marshall s'opposaient les forces du Cominform, organisation internationale créée en 1947 par le Kremlin dans le but explicite de combattre le plan Marshall en coordonnant les efforts politiques des partis communistes nationaux sous la houlette soviétique et en dirigeant les efforts de propagande au sein de chaque État participant. À l'heure où les forces communistes dirigeaient une rébellion armée en Grèce, qu'elles semblaient capables de prendre le pouvoir politique en Italie, qu'elles paraissaient semer le chaos en France

et qu'elles savaient ce qu'elles voulaient en Allemagne (contrairement à l'Occident à cette époque-là), la guerre froide conféra un sentiment d'urgence au programme qui retenait l'attention de tous.

En outre, d'emblée, les planificateurs de l'ECA savaient qu'il leur faudrait communiquer directement avec la population des pays européens, en court-circuitant la classe dirigeante, pour surmonter les obstacles politiques auxquels ils s'attendaient. En improvisant sans perdre de temps, les équipes de journalistes et de cinéastes qui lancèrent le « programme d'information » de l'ERP avaient réalisé, vers la fin de l'année 1949, la plus grande opération de propagande jamais dirigée en temps de paix par un pays envers un groupe d'autres.

L'ÉVOLUTION DU PLAN

De l'avis de tous les intéressés, les premières années du plan, de juin 1948 au début de la guerre de Corée en juin 1950, incarnèrent l'âge d'or de l'action économique pure et de ses retombées positives. Les spécialistes attiraient l'attention sur le fait que la production totale de biens et de services avait progressé de près d'un quart entre 1947 et 1949 dans les pays bénéficiaires de l'ERP. « L'indice global de production, en prenant celui de 1938 pour base, était passé à 115 en 1949, contre 77 en 1946 et 87 en 1947 », soulignaient-ils. De même, le secteur agricole s'était redressé, et les résultats de la lutte contre l'inflation étaient jugés « inégaux, mais certainement encourageants ». Le commerce extérieur des États membres avait retrouvé son niveau d'avant-guerre, mais son aspect le plus remarquable tenait au fait qu'il avait changé de direction. Non plus orienté sur les puissances européennes d'antan, le commerce progressait particulièrement vite au sein même de l'Europe occidentale, parmi les États membres de l'ERP. L'expérience le confirmerait : il s'agissait d'une évolution structurelle à long terme de l'économie du continent, laquelle ouvrirait la voie quelques années plus tard aux revendications en faveur de l'intégration européenne.

Sur ces entrefaites, vers la fin de l'année 1949, il était devenu clair que la conception que les pays partenaires se faisaient du Programme de redressement de l'Europe différait considérablement de celle des planificateurs américains, et ce à plusieurs égards fondamentaux. Les États de l'Europe de l'Ouest avaient désespérément besoin des dollars de l'ERP, mais ils cherchaient aussi à éviter une dépendance permanente vis-à-vis des États-Unis et, plus généralement, à obtenir une aide à des conditions davantage propices à leurs propres objectifs politiques.

Les Britanniques firent des pieds et des mains pour résister à l'intégration économique immédiate qu'exigeait le plan Marshall, la condition systématiquement posée à toutes ses offres d'aide. Les Néerlandais résistèrent à la pression en faveur du démantèlement de leur empire au nom du libre-échange. Les Autrichiens refusèrent tout net de réformer leurs chemins de fer et leur système bancaire, quand bien même les États-Unis le souhaitaient. Le peuple grec rejeta la création d'une nouvelle devise parrainée par l'ERP parce qu'il était convaincu que le souverain d'or était la seule monnaie fiable. Le directeur de l'association des industriels italiens informa le chef de mission à Rome que les Italiennes préféreraient toujours les vêtements faits maison avec des matières naturelles à ceux qui seraient confectionnés en fibres synthétiques, aussi bon marché fussent-ils. Les boîtes de conserve pouvaient être vendues pour une bouchée de pain, ajouta-t-il, elles ne pourraient jamais remplacer les traditions culinaires italiennes. Les petites entreprises et les artisans continueraient d'occuper une place centrale dans l'avenir de l'Italie, comme autrefois.

Au début de l'année 1950, les leçons tirées de l'expérience et les sondages d'opinion à n'en plus finir avaient profondément changé les mentalités. Contraints de reconnaître que les Européens préféraient un État-providence non communiste au modèle capitaliste libéral des États-Unis, les administrateurs du plan Marshall se concentrèrent sur un domaine qui faisait résolument l'objet d'un accord entre Européens et Américains, à savoir la sécurité. Les administrateurs commencèrent à insister simplement sur le fait que les retombées de l'ERP devaient être accessibles de manière égale partout, leur objectif étant moins de réorganiser l'Europe que de saper les communistes qui attaquaient le plan et l'idée d'une réforme démocratique fondée sur l'aide sociale.

L'INCIDENCE DE LA GUERRE DE CORÉE

Aussi inattendue qu'effrayante, l'évolution des événements dans l'Asie des années 1950, mit en doute sur la poursuite même du plan Marshall. L'affrontement de la guerre froide qui s'intensifia brutalement quand la Corée du Nord envahit la Corée du Sud raccourcit la durée du plan Marshall et le transforma radicalement, dans la mesure où une partie de l'aide servit à donner aux Européens de l'Ouest les moyens de se réarmer au nom de la « sécurité mutuelle ». Les amendements à l'ERP qui furent votés par le Congrès en 1951 et 1952 dégagèrent 400 millions de dollars supplémentaires pour persuader le patronat et les salariés européens d'« accepter

la définition américaine des désirabilités [sic] sociales et économiques de la productivité », mais de manière à faire progresser concurremment la production militaire aux fins de défense nationale contre la menace soviétique et la production des biens de consommation. Tout le monde devait consentir un surcroît d'effort au nom de l'intérêt général (d'où le renforcement de l'OTAN) et remettre ses forces armées sur pied, lesquelles étaient en piètre état depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Les équipes de l'ECA sur le terrain décidèrent rapidement qu'il n'y avait pas de conflit entre le réarmement général qu'exigeaient les États-Unis et les objectifs traditionnels de l'ERP : il suffisait simplement d'adapter les objectifs existants aux nouvelles réalités.

Dans un tel contexte, le programme d'information de l'ERP qui avait fait ses preuves fut accéléré et il prit l'allure d'un programme de « guerre psychologique », les milieux industriels et les syndicats formant un front essentiel dans la guerre idéologique livrée au communisme pendant la guerre froide. L'un des cerveaux les plus influents de l'ERP, l'administrateur adjoint (et le futur administrateur par intérim), Richard Bissell, expliqua sa position dans le numéro d'avril 1951 de la revue Foreign Affairs, l'une des grandes revues des États-Unis spécialisées dans les relations internationales : c'est par la force de leur exemple économique et par l'attrait puissant de leur économie de consommation auprès des Européens de tous les pays et de toutes les classes sociales que les États-Unis seraient le plus à même de livrer cette guerre en Europe.

> « Le coca-cola et les films d'Hollywood, dit-il, étaient peut-être deux produits assimilés à une civilisation superficielle et rudimentaire, mais la machine américaine, les relations du travail, les techniques de gestion et l'ingénierie des États-Unis étaient respectées en tous lieux (...) Ce dont on a besoin, c'est d'une révolution pacifique, capable d'incorporer au système économique européen certaines caractéristiques bien établies et séduisantes de chez nous, allant de la production en masse à la négociation de conventions collectives (...) Ceci nécessitera le changement profond des mentalités, qui doivent s'adapter aux réalités du milieu du XX^e siècle. »

LE BILAN

Au bout du compte, chaque pays bénéficiaire réussit à produire sa propre version de la révolution pacifique que prônait Richard Bissell. D'un point de vue économique, le plan Marshall joua un rôle nettement plus important en Grèce, en France, en Autriche et aux Pays-Bas qu'en Irlande, en Norvège ou en Belgique. Dans certains pays, dont l'Italie, il ne fut vraiment décisif que pendant un an seulement ; d'autres en recueillirent les fruits pendant plusieurs années.

Chaque pays mit à profit à sa façon l'impulsion économique donnée par le plan Marshall. Les Danois misèrent sur les matières premières et l'approvisionnement en énergie. D'autres peuples, notamment ceux des zones d'occupation en Allemagne, apprécièrent surtout les denrées alimentaires procurées par l'ERP. En Italie et en Grèce, ce fut l'aide à la remise en état des chemins de fer, des routes et des installations électriques qui produisit les effets les plus durables. En France, la priorité fut donnée aux investissements industriels ; en Grande-Bretagne, le Fonds de contrepartie servit presque entièrement à payer les factures de la guerre et à renflouer la livre sterling.

L'Autriche et la Suède, chacune à sa façon, sont convaincues d'avoir pu prendre pied dans l'Occident grâce au plan Marshall. Si le parti communiste continua à prendre de l'ampleur en Italie et en France, il ne réussit pas pour autant à prendre le pouvoir, et ces pays demeurèrent tournés vers l'Occident tout au long de la guerre froide. Ce fut peut-être l'Allemagne qui fut la grande gagnante, dans la mesure où la dynamique de l'intégration européenne conçue et nourrie par l'ERP permit à la nouvelle République fédérale de croître en force et en respectabilité tout en calmant les suspicions de ses voisins. La révolution tant attendue dans les relations franco-allemandes se produisit bel et bien. Indépendamment de ses origines ancrées dans les nécessités à court terme de la guerre froide, elle fit ressortir, plus que tout autre événement politique, le contraste avec l'époque qui suivit la Première Guerre mondiale.

Cinquante ans après cette grande expérience, Jim Warren, administrateur du plan Marshall en Grèce, se félicita en ces termes : « Nous avions un objectif ; nous avions un feu qui brûlait dans nos entrailles ; nous travaillions d'arrache-pied ; notre logique était rigoureuse et disciplinée, et nous étions capables de programmer notre action, d'y mettre tous nos efforts et de produire des résultats. »

Pendant un bref moment, une nouvelle présence américaine, intense, en Europe chercha à traduire les succès de l'expérience économique des États-Unis en recettes de salut politique pour d'autres pays. À l'époque, les Européens reconnaissants évoquaient « un sentiment d'espoir et de confiance », « un courage restauré et une

énergie réveillée » que les administrateurs américains avaient apportés à l'ancien monde.

En Europe, la confrontation des modèles importés avec les modèles autochtones fournit l'énergie qui mit en branle la grande expansion économique des années 1950. Le Programme de redressement de l'Europe avait créé l'étincelle qui déclencha une réaction en chaîne. L'année 1957 vit la conclusion du traité de Rome, qui mit sur rails la Communauté économique européenne. Bien que cette ébauche de plan d'intégration économique fût nettement plus modeste que celles qu'avaient exigées les visionnaires américains de 1949, de l'héritage laissé par le plan Marshall et ses promesses, aucune ne fut plus concrète. Ce document fondateur mit en route un processus pacifique d'intégration économique qui se poursuit à ce jour.

Quant aux États-Unis, après leurs premiers balbutiements en tant que puissance internationale après la Première Guerre mondiale, ils avaient enfin formulé une politique étrangère et une ambitieuse stratégie « compatibles avec leurs nouvelles responsabilités à titre de premier créancier, de premier producteur et de premier consommateur au XX^e siècle », comme le nota Vera Micheles Dean en 1950 dans un livre intitulé « L'Europe et les États-Unis ». En outre, ils s'étaient créé une nouvelle image nationale, celle d'un pays capable d'harmoniser son hégémonie militaire, politique et économique à l'échelle internationale, une image destinée à refaire son apparition à chaque fois que des pays tournent le dos à la guerre et à la misère pour affronter un avenir plus prometteur. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

LE PLAN MARSHALL
Sa réalisation en photos

AP/WWP

Une fillette tient des ballons publicitaires du plan Marshall lors d'une foire organisée en mai 1951 à Vienne (Autriche). Portant l'inscription « Paix, liberté, bien-être » en allemand, les ballons auxquels était attachée une carte postale exprimant l'espoir de la libre circulation des marchandises dans une Europe unie et prospère étaient relâchés par des visiteurs de la foire à destination des pays de l'Est. Ces ballons constituaient l'un des nombreux moyens dont les États-Unis et leurs alliés se servirent pour lutter contre la propagande soviétique défavorable au plan Marshall.

La livraison des marchandises

La carte montre les pays de l'Europe de l'Ouest qui participaient au plan Marshall. Pratiquement tous les pays de l'Europe de l'Ouest y adhérèrent dès son lancement en juin 1948, alors que l'Union soviétique découragea les pays de l'Europe de l'Est à le faire. L'Allemagne de l'Ouest se joignit aux autres pays de l'Europe de l'Ouest un an plus tard dès qu'elle regagna une certaine indépendance.

Le Programme de redressement de l'Europe : avril 1948

Dix-huit pays participèrent au plan Marshall : Autriche, Belgique, Danemark, France, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, République fédérale allemande, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Trieste et Turquie.

Le Territoire libre de Trieste était situé entre l'Italie et la Yougoslavie. Il se composait de la ville portuaire de Trieste et d'une petite partie de l'Istrie. Créé en 1945, il fut officiellement dissous en 1977.

Bibliothèque du Congrès

Bibliothèque du Congrès

Une jeep portant un panneau sur lequel est écrit « Vigueur pour le monde » est chargée, en 1951, à bord d'un navire à destination de l'Europe, dans le port de Baltimore aux États-Unis.

AP/WWP

L'ambassadeur des États-Unis en France, M. Jefferson Caffery, prononce un discours le 10 mai 1948 à Bordeaux, en l'honneur de la première livraison d'aide américaine à la France dans le cadre du plan Marshall.

La reconstruction

Bibliothèque du Congrès

Grâce à l'aide du plan Marshall, la Grèce put accélérer l'exploitation de ses gisements de bauxite en vue de produire la matière première nécessaire à la production d'aluminium en Europe et de faciliter ainsi le redressement économique des pays européens.

(Bibliothèque du Congrès)

Des ouvriers hollandais font une pause pendant des travaux de mise en valeur de terres dévastées par la Seconde Guerre mondiale. Aux Pays-Bas, l'aide du plan Marshall permit de remettre en valeur de telles terres et de construire des routes essentielles au transport des marchandises en provenance des États-Unis et à destination de tous les pays européens.

Bibliothèque du Congrès

Chantier de logements sociaux à Matera (Italie) construits en 1951 par l'État italien grâce à l'aide du plan Marshall.

L'AFFAIRE DU CANAL DE SUEZ
Une crise qui changea l'équilibre des forces au Moyen-Orient

PETER HAHN

Central Press/Getty Images

Vue aérienne de navires coulés à l'entrée du canal de Suez afin d'empêcher tout passage lors de l'attaque de l'Égypte en 1956 par Israël, la France et la Grande-Bretagne.

Cette année marque le cinquantenaire de la crise de Suez: en 1956, il s'en fallut de peu qu'une grande guerre n'éclate entre Israël, la Grande-Bretagne, la France et l'Égypte, au risque d'entraîner l'Union soviétique et les États-Unis dans l'engrenage. Toutefois, au prix d'une diplomatie déterminée, le président Dwight Eisenhower réussit à éviter l'élargissement du conflit. Pour autant, l'affaire du canal de Suez allait avoir une incidence sur l'équilibre des forces au Moyen-Orient.

M. Peter Hahn *est professeur d'histoire de la diplomatie à l'université d'État de l'Ohio et directeur de l'association des historiens spécialisés dans les relations extérieures des États-Unis (Society for Historians of American Foreign Relations). Il se spécialise dans l'histoire de la diplomatie des États-Unis au Moyen-Orient depuis 1940.*

La crise de Suez fut une affaire complexe, aux origines compliquées et aux conséquences marquantes dans les annales des relations internationales au Moyen-Orient. Les origines de la crise remontent au conflit arabo-israélien qui eut lieu pendant la fin des années 1940 et à la vague de décolonisation qui déferla sur le monde vers le milieu du XX^{e} siècle, source de conflit entre les puissances impériales et les nations naissantes. Avant d'être désamorcée, la crise de Suez aura pour effet d'aggraver le conflit arabo-israélien, d'amener les États-Unis et l'Union soviétique au bord du précipice, de porter un coup fatal aux prétentions impériales des Britanniques et des Français au Moyen-Orient et d'aménager une porte d'entrée dans la région pour les États-Unis, qui assumeront dorénavant un rôle politique de premier plan.

© Service des parcs nationaux, Bibliothèque Dwight Eisenhower

Le président Dwight Eisenhower (à gauche) s'entretient avec son secrétaire d'État, John Foster Dulles, en 1956.

LES ORIGINES DU CONFLIT

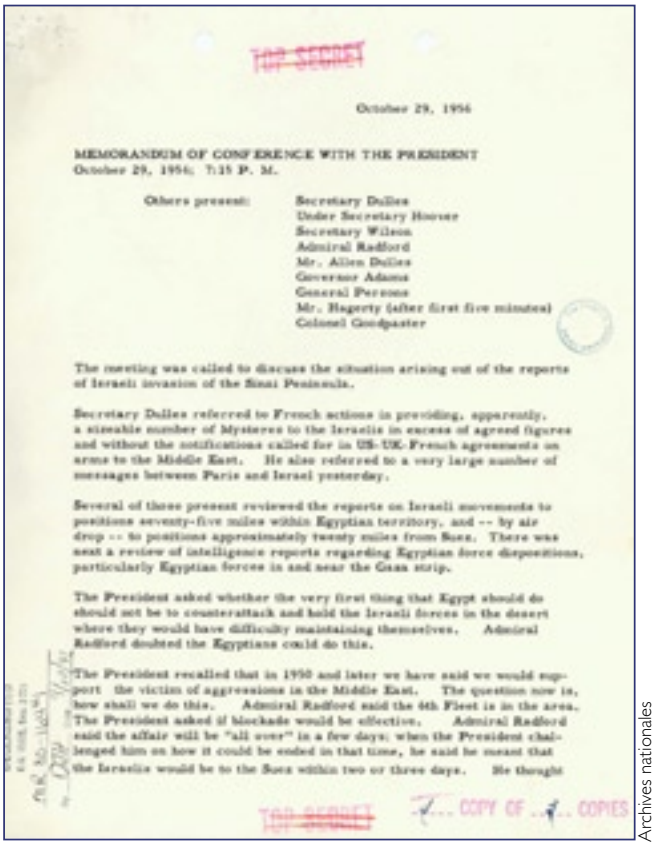
Complexes, les causes de la crise le sont à plus d'un titre. Dans la pratique, l'Égypte et le nouvel État israélien étaient toujours sur le pied de guerre même après la signature de l'armistice qui avait mis fin aux hostilités des années 1948-1949. Les efforts déployés par l'Organisation des Nations unies et par divers pays en vue de conclure un traité de paix, à commencer le plan de paix Alpha qu'avaient parrainé les États-Unis et la Grande-Bretagne en 1954-1955, s'étaient soldés par un échec. Dans cette atmosphère tendue, des affrontements violents le long de la frontière entre l'Égypte et Israël avaient failli déclencher la reprise des hostilités pour de bon en août 1955, et de nouveau en avril 1956. L'achat d'armes soviétiques par l'Égypte, à la fin de l'année 1955, fit monter la pression en Israël en faveur du lancement d'une attaque préventive qui permettrait d'affaiblir Gamal Abdel Nasser, qui était alors le premier ministre égyptien, et de démanteler sa capacité militaire sans lui laisser le temps de mettre les armements soviétiques à profit.

Dans le même temps, la Grande-Bretagne et la France finirent par se lasser des provocations de Nasser qui nuisaient à leurs intérêts impériaux dans le bassin méditerranéen. La Grande-Bretagne ressentit comme un affront à son prestige et à ses capacités militaires la campagne qu'il engagea en vue d'expulser les forces militaires britanniques du territoire égyptien, laquelle arriva à ses fins en 1954 quand un traité fut conclu en ce sens. Sa détermination à projeter son influence en Jordanie, en Syrie et en Irak persuada les Britanniques qu'il tentait de purger l'ensemble de la région de la leur. Les responsables français rongeaient difficilement leur frein face aux preuves du soutien que Nasser apportait aux indépendantistes algériens. Au début de l'année 1956, Américains et Britanniques se mirent d'accord sur une politique ultra-secrète, surnommée Omega, qui avait pour but d'isoler Nasser et de contenir son influence au moyen de diverses mesures politiques et économiques subtiles.

En partie à titre de représailles contre les États-Unis et la Grande-Bretagne qui lui avaient refusé une assistance économique, Nasser prit en juillet 1956 une décision qui mit le feu aux poudres : il nationalisa la Compagnie universelle du canal de Suez, qui appartenait à des actionnaires britanniques et français. Il entendait ainsi affirmer son indépendance face aux puissances coloniales européennes, se venger du refus anglo-américain d'aide économique et mettre la main sur les bénéfices de la compagnie dans son pays. La nationalisation du canal de Suez marqua le point de départ d'une crise internationale qui allait durer quatre mois et au cours de laquelle la Grande-Bretagne et la France allaient progressivement masser des troupes dans la région, faisant savoir à Nasser qu'elles étaient prêtes à recourir à la force pour reprendre possession de la compagnie du canal si celui-ci ne revenait pas sur sa décision. Britanniques et Français espéraient secrètement que leur pression finirait par renverser Nasser, avec ou sans action militaire de leur part.

LA RÉACTION DES ÉTATS-UNIS

Le président Dwight Eisenhower fit face à la crise en s'appuyant sur trois principes fondamentaux et étroitement liés. En premier lieu, même s'il comprenait le désir de la Grande-Bretagne et de la France de récupérer la Compagnie universelle, il ne contesta pas à l'Égypte le droit de la nationaliser tant que les actionnaires seraient dédommagés, conformément au droit international. Eisenhower cherchait ainsi à éviter un affrontement militaire et à régler le différend par la voie diplomatique avant que l'Union soviétique n'exploite la situation à des fins politiques. Il donna pour instructions à son secrétaire d'État, John Foster Dulles, de désamorcer la crise à des conditions acceptables pour la Grande-Bretagne et pour la France. Celui-ci multiplia les démarches : déclarations publiques, négociations, deux conférences internationales à Londres, création d'une association des usagers, délibérations de l'ONU. À la fin octobre, pour autant, aucune de ces tentatives n'avait abouti, et les préparatifs de guerre des Britanniques et des Français se poursuivaient.



October 29, 1956

MEMORANDUM OF CONFERENCE WITH THE PRESIDENT
October 29, 1956; 7:15 P. M.

Others present: Secretary Dulles
Under Secretary Hoover
Secretary Wilson
Admiral Radford
Mr. Allen Dulles
Governor Adams
General Persons
Mr. Hagerty (after first five minutes)
Colonel Goodpaster

The meeting was called to discuss the situation arising out of the reports of Israeli invasion of the Sinai Peninsula.

Secretary Dulles referred to French actions in providing, apparently, a sizeable number of Mysteres to the Israelis in excess of agreed figures and without the notifications called for in US-UK-French agreements on arms to the Middle East. He also referred to a very large number of messages between Paris and Israel yesterday.

Several of those present reviewed the reports on Israeli movements to positions seventy-five miles within Egyptian territory, and -- by air drop -- to positions approximately twenty miles from Suez. There was next a review of intelligence reports regarding Egyptian force dispositions, particularly Egyptian forces in and near the Gaza strip.

The President asked whether the very first thing that Egypt should do should not be to counterattack and hold the Israeli forces in the desert where they would have difficulty maintaining themselves. Admiral Radford doubted the Egyptians could do this.

The President recalled that in 1950 and later we have said we would support the victim of aggressions in the Middle East. The question now is, how shall we do this. Admiral Radford said the 6th Fleet is in the area. The President asked if blockade would be effective. Admiral Radford said the affair will be "all over" in a few days; when the President challenged him on how it could be ended in that time, he said he meant that the Israelis would be to the Suez within two or three days. He thought

Archives nationales

Ce document déclassifié de la Maison-Blanche en date du 29 octobre 1956 fait état d'informations selon lesquelles les Israéliens avaient envahi la péninsule du Sinaï. Il décrit également les mesures que les États-Unis envisageaient de prendre.

En second lieu, soucieux de ne pas contrecarrer le nationalisme arabe, Eisenhower intégra des dirigeants arabes à ses activités diplomatiques visant à mettre fin à la crise. Son refus d'approuver l'envoi d'un contingent franco-anglais en Égypte tenait en partie au fait qu'il était conscient de la forte popularité de la nationalisation du canal tant en Égypte que dans d'autres pays arabes. De fait, la popularité croissante de Nasser dans les pays arabes fut de mauvais augure pour les tentatives de négociation de la crise qu'Eisenhower entreprenait de concert avec les pays arabes. Les dirigeants saoudiens et irakiens boudèrent la suggestion que leur faisaient les États-Unis de critiquer Nasser ou d'attaquer son prestige.

En troisième lieu, Eisenhower tenta d'isoler Israël de la polémique sur le canal parce qu'il craignait que le mélange volatil des conflits israélo-égyptien et anglo-français-égyptien n'embrase le Moyen-Orient. Dès lors, Dulles refusa de donner voix au chapitre à Israël lors des conférences convoquées pour résoudre la crise par la voie diplomatique et il empêcha l'État israélien d'exprimer ses griefs à l'ONU contre la politique de l'Égypte. Conscient de l'attitude belliqueuse croissante d'Israël envers l'Égypte en août et en septembre, Eisenhower prit des dispositions pour que l'État hébreu reçoive une quantité limitée d'armements de la part des États-Unis, de la France et du Canada ; il espérait ainsi atténuer l'insécurité d'Israël et d'éviter la guerre avec l'Égypte.

Le déclenchement des hostilités

En octobre, la crise prit une nouvelle dimension à laquelle les États-Unis ne s'attendaient pas. À l'insu des responsables américains, la France et la Grande-Bretagne avaient échafaudé un plan complexe, en collusion avec Israël, pour attaquer l'Égypte. Israël investirait la péninsule du Sinaï, la Grande-Bretagne et la France adresseraient à l'Égypte et à Israël un ultimatum pour qu'ils se retirent de la zone du canal de Suez et, quand Nasser leur opposerait une fin de non-recevoir, les deux pays européens (qui s'attendaient au refus de ce dernier) bombarderaient les aérodromes de l'Égypte en l'espace de 48 heures, ils occuperaient la zone du canal et ils renverseraient Nasser. Les dirigeants américains n'avaient pas misé sur une telle collusion, en partie parce qu'ils avaient d'autres soucis en tête, dont la crainte d'une guerre entre Israël et la Jordanie, l'agitation antisoviétique en Hongrie et la perspective d'une élection présidentielle aux États-Unis, et en partie aussi parce qu'ils faisaient confiance à leurs amis qui leur assuraient que la guerre n'était pas imminente. Pourtant, elle éclata bel et bien le 29 octobre quand Israël frappa les forces égyptiennes de plein fouet dans le Sinaï. Quelques jours plus tard, les forces israéliennes s'approchaient du canal de Suez.

Pris de court par les hostilités, Eisenhower et Dulles prirent une série de mesures destinées à mettre fin rapidement à la guerre. Furieux d'avoir été trompé par ses alliés de Londres et de Paris, le président des États-Unis redoutait en outre que la guerre ne pousse les États arabes à se mettre sous la dépendance de l'Union soviétique. Pour faire cesser les combats alors même que des avions britanniques et français pilonnaient des cibles égyptiennes, il imposa des sanctions contre les pays qui avaient manigancé l'attaque, fit adopter une résolution de cessez-le-feu par l'ONU et organisa une force internationale d'urgence de l'ONU, l'UNEF, qui avait pour mission de séparer les combattants. Toutefois, le 5 novembre, avant même que l'UNEF n'ait le temps d'être déployée, la Grande-Bretagne et la France faisaient débarquer des effectifs militaires le long du canal de Suez.

Ce débarquement poussa la crise à son paroxysme. L'Union soviétique, qui réprimait brutalement le

mouvement révolutionnaire en Hongrie et qui cherchait à détourner l'attention de la communauté internationale, menaça d'intervenir dans les hostilités, voire de riposter contre Londres et Paris à l'aide d'armes de destruction massive. Les renseignements obtenus secrètement selon lesquels les forces soviétiques se concentraient en Syrie afin d'intervenir en Égypte alarmèrent les Américains, convaincus par les événements de Hongrie que les dirigeants soviétiques étaient sujets à un comportement impulsif. Par mesure de prudence, Eisenhower demanda au ministère de la défense de se préparer à la guerre. La croisée du conflit arabo-israélien et de la décolonisation avait déclenché un affrontement entre l'Est et l'Ouest lourd de menaces.

Ébranle par la soudaine perspective d'un conflit mondial, Eisenhower agit rapidement pour l'éviter. Il appliqua des pressions politiques et financières sur les belligérants pour les contraindre à accepter, le 6 novembre, un cessez-le-feu de l'ONU qui entra en vigueur le lendemain, et il appuya les efforts des responsables de l'ONU en faveur du déploiement rapide de l'UNEF en Égypte. Les tensions diminuèrent progressivement. Les forces britanniques et françaises se retirèrent d'Égypte en décembre et, à l'issue de négociations complexes, les forces israéliennes quittèrent le Sinaï en mars 1957.

LES CONSÉQUENCES DE LA CRISE

Bien que rapidement désamorcée, la crise de Suez eut un effet profond non seulement sur l'équilibre des forces au Moyen-Orient, mais aussi sur les responsabilités que les États-Unis assumèrent dans la région. Elle ternit gravement le prestige des Britanniques et des Français dans les États arabes, ce qui porta atteinte à l'autorité traditionnelle des puissances européennes dans la région. Nasser, en revanche, sortit grandi aux yeux des peuples arabes pour avoir défié des empires européens et survécu à l'agression militaire d'Israël. Les États qui restaient pro-occidentaux dans la région semblaient vulnérables aux soulèvements d'inspiration nassérienne. Même si Nasser ne montrait aucun empressement à devenir un client de l'Union soviétique, les responsables américains craignaient que les menaces soviétiques contre les alliés européens n'aient redoré le blason de Moscou dans les États arabes. Quant à la perspective d'une paix arabo-israélienne, elle semblait nulle dans un avenir prévisible.

Au début de l'année 1957, face aux conséquences de la guerre de Suez, le président Eisenhower adopta une nouvelle politique de sécurité régionale de grande envergure. Proposée en janvier et adoptée par le Congrès en mars, la doctrine Eisenhower stipulait que les États-Unis étaient prêts à distribuer une aide économique et militaire et, le cas échéant, à recourir à la force militaire en vue de contenir le communisme au Moyen-Orient. Chargé de mettre ce plan en œuvre, l'envoyé présidentiel James Richards fit une tournée dans la région, au cours de laquelle il déboursa des dizaines de millions de dollars au titre de l'aide économique et militaire à la Turquie, à l'Iran, au Pakistan, à l'Irak, à l'Arabie saoudite, au Liban et à la Libye.

Sans jamais être officiellement invoquée, la doctrine Eisenhower guida la politique des États-Unis à trois reprises. Au printemps 1957, le président fournit une aide économique à la Jordanie et il envoya des bâtiments de la marine en Méditerranée orientale pour aider le roi Hussein à étouffer une rébellion parmi les officiers pro-égyptiens de l'armée. À la fin de cette même année, il encouragea la Turquie et d'autres États amis à envisager une incursion en Syrie pour mettre fin à un régime extrémiste qui tentait de consolider son pouvoir. Enfin, quand la révolution violente qui éclata à Bagdad en juillet 1958 menaçait de faire tache d'huile au Liban et en Jordanie, Eisenhower chargea des soldats américains d'occuper Beyrouth et d'acheminer des fournitures aux forces britanniques qui occupaient la Jordanie. Ces mesures, sans précédent dans les annales de la politique des États-Unis envers les pays arabes, montrent à quel point Eisenhower était déterminé à accepter la responsabilité de préserver les intérêts occidentaux au Moyen-Orient.

La crise du canal de Suez marque un tournant dans les annales de la politique étrangère des États-Unis. En bouleversant les hypothèses traditionnelles sur l'hégémonie anglo-française au Moyen-Orient, en exacerbant les problèmes du nationalisme révolutionnaire personnifié par Nasser, en attisant le conflit arabo-israélien et en menaçant d'offrir à l'Union soviétique un prétexte pour pénétrer dans la région, la crise de Suez amena les États-Unis à jouer un rôle substantiel, important et durable au Moyen-Orient. ■

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

L'EXPOSITION UNIVERSELLE ET INTERNATIONALE DE BRUXELLES (1958)

La plus célèbre des expositions internationales de l'époque de la guerre froide fut probablement l'Exposition universelle et internationale de Bruxelles en 1958, qui dut son importance particulière au fait qu'il s'agissait de la première exposition internationale organisée après la Seconde Guerre mondiale : les alliés occidentaux européens - la France et la Grande-Bretagne - utilisèrent cette occasion pour présenter leurs succès d'après-guerre tandis qu'elle donna aux anciens pays de l'Axe - l'Allemagne, l'Italie et le Japon - la possibilité de redorer leur blason sur la scène internationale. Cependant, ce qui ressortit le plus de l'exubérance générale fut la tension manifeste qui régnait entre les États-Unis et l'Union soviétique, qui se servirent de leur pavillon pour promouvoir leur régime politique respectif.

Le thème de l'exposition des États-Unis, « Une tâche inachevée », traitait, entre autres, des problèmes sociaux des États-Unis, notamment de la ségrégation. Les parlementaires du Sud s'en offusquèrent et réussirent à réduire le budget de l'exposition. Il s'ensuivit une réduction du nombre de pièces scientifiques américaines exposées et l'occupation par l'Union soviétique de l'espace réservé aux États-Unis dans le Hall des sciences. Les Soviétiques utilisèrent cet espace comme vitrine de propagande pour illustrer leurs réalisations techniques. Ils exposèrent, par exemple, leurs utilisations pacifiques de l'énergie atomique, tout en établissant un contraste avec l'utilisation de l'énergie nucléaire par les États-Unis « pour la destruction de l'humanité ».

AP/WWP

Conçu par André Waterkeyn, l'Atomium dominait l'Exposition de Bruxelles en 1958. Cette structure, qui vient d'être rénovée, représente une molécule de fer agrandie 165 milliards de fois. L'Exposition de Bruxelles, qui était la première exposition mondiale depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, a servi de toile de fond au début de la guerre froide culturelle entre les États-Unis et l'Union soviétique.

Des maquettes des satellites Spoutnik que l'URSS venait de lancer et qui avaient inauguré le programme spatial russe l'année précédente, notamment avec un vol ayant à son bord une chienne nommée Laïka, étaient le clou de l'exposition soviétique. Les États-Unis avaient eux-mêmes lancé avec succès leur propre satellite, Explorer, en 1958, mais sa maquette ne figurait pas dans leur pavillon. Spoutnik se révéla très populaire auprès du public, et les Soviétiques utilisèrent leur pavillon comme une occasion de convaincre le public du fait que l'URSS, en raison de sa supériorité technique et scientifique, surpasserait bientôt les États-Unis dans la production de biens matériels. Les États-Unis furent mieux préparés dans les expositions internationales ultérieures.

En dehors des rivalités culturelles de la guerre froide, cette exposition fut remarquable pour la variété d'articles scientifiques dont on faisait la démonstration, notamment une encyclopédie audiovisuelle, un dictionnaire électronique, du fromage pasteurisé, une bande magnétique capable de transmettre des millions de caractères en quelques secondes et une machine pouvant trier un millier de chèques en quinze minutes. La Belgique, qui avait organisé l'exposition pour promouvoir sa croissance économique, impressionna le public avec le clou de son exposition, l'Atomium, imposant bâtiment futuriste qui mettait en lumière le côté positif de l'ère atomique et avec son chocolat, dont elle produisit quotidiennement cinq tonnes pendant toute la durée de l'exposition. ■

NIXON EN CHINE
un tournant dans l'histoire du monde

WARREN COHEN

AP/WWP

Le président Richard Nixon marche, le 26 février 1972, sur le pont d'un jardin typiquement chinois de Hangchow, en compagnie du premier ministre chinois Zhou Enlai et de Mme Patricia Nixon (à l'arrière-plan, au centre).

Les intérêts des autres pays sont servis, et non pas desservis, quand un pays devient stable et prospère, capable de maintenir la paix à l'intérieur de ses frontières et suffisamment fort pour ne pas inviter une agression de l'extérieur. Nous souhaitons de tout cœur le progrès de la Chine et, tant que nous pourrons le faire par des moyens pacifiques et légitimes, nous jouerons le rôle qui nous revient pour favoriser ce progrès.

Théodore Roosevelt, président des États-Unis,
au représentant de la Chine,
Tong Shaoyi, décembre 1908.

M. Warren Cohen *est professeur d'histoire à l'université du Maryland. Il est également chercheur principal du Programme sur l'Asie au Centre international Woodrow Wilson de Washington. C'est un historien spécialisé dans les affaires étrangères des États-Unis, les relations des États-Unis avec l'Est asiatique et l'histoire de la Chine et des pays environnants.*

La victoire des communistes chinois, en 1949, dans la guerre civile chinoise a eu un effet dévastateur pour les États-Unis. Pendant la première moitié du XX[e] siècle, les dirigeants américains s'étaient montrés favorables, à partir de Théodore Roosevelt, à l'émergence d'une Chine forte et prospère. Ils pensaient que la Chine serait bienveillante à l'égard des États-Unis. Les Américains songeaient aux œuvres utiles qu'ils y avaient accomplies depuis un siècle, comme la construction de collèges chrétiens, précurseurs du système d'enseignement moderne de la Chine, et le financement par la Fondation Rockefeller de programmes de construction dans les zones rurales et du Peking Union Medical College où les grands médecins chinois avaient reçu une formation. Un grand nombre d'entre eux pensaient que leur pays s'était fait le champion de la cause chinoise contre les impérialistes japonais et européens, notamment grâce aux dépêches envoyées par Washington aux grandes puissances en 1899 et en 1900, quand la survie même de la Chine en tant que nation avait été menacée. En outre, les États-Unis avaient de toute évidence mené la lutte pour libérer la Chine de l'agression japonaise pendant la Seconde Guerre mondiale.

AP/WWP

Le président Nixon, son épouse, et son secrétaire d'État, William Rogers, posent, le 24 février 1972, avec un groupe de Chinois devant la Grande Muraille de Chine, non loin de Pékin.

LA RUPTURE DES RELATIONS SINO-AMÉRICAINES

Néanmoins, la République populaire de Chine proclamée le 1er octobre 1949 n'était pas bienveillante à l'égard des États-Unis, et peu de Chinois partageaient l'idée que se faisaient les Américains de leur rôle historique en Chine. Le nouveau dirigeant chinois, Mao Zedong, se méfiait des intentions des États-Unis et avait ordonné une campagne anti-américaine en juin 1946. Ses forces soumettaient les Américains à des brimades en Chine. Un diplomate américain fut frappé par la police à Shanghai. Le consul général des États-Unis à Moukden fut assigné à résidence pendant un an. Le pire se produisit en octobre 1950 avec l'intervention de troupes communistes chinoises dans la guerre de Corée contre les forces de l'ONU dirigées par les Américains pour tenter de repousser l'invasion de la Corée du Sud par la Corée du Nord. Alors que les troupes chinoises et américaines s'entre-tuaient par dizaines de milliers sur le champ de bataille, toute idée d'un établissement de relations diplomatiques normales entre Pékin et Washington avait disparu.

Pendant les quelque vingt années qui suivirent, les États-Unis et la Chine se considérèrent comme des adversaires. Leurs diplomates se croisaient parfois dans les conférences internationales, et des entretiens sporadiques avaient lieu entre eux au niveau des ambassadeurs, mais aucun des deux pays n'exprimait le désir de parvenir à un compromis. Les Américains continuaient à reconnaître la République de Chine de Tchang Kaï-chek, qui avait été battue sur le territoire chinois et qui survivait sur l'île de Taïwan, en tant que gouvernement légitime de l'ensemble de la Chine. Mao Zedong et ses collègues s'obstinaient à dénoncer l'impérialisme américain et refusaient de discuter de quoi que ce soit en dehors de la fin de l'aide américaine à Tchang Kaï-chek et de la protection de Taïwan par Washington.

Aux États-Unis, l'hostilité de la Chine, ajoutée à l'anticommunisme intérieur intensifié par la guerre froide et par les pressions des amis américains de Tchang Kaï-chek, empêchèrent les dirigeants américains, dans les années 1950 et 1960, d'aller au-devant de Pékin. En fait, Washington usait de son influence pour maintenir la République populaire de Chine en dehors de l'Organisation des Nations unies, bien que le président Eisenhower fût d'avis qu'on commettait une erreur en isolant la Chine.

Au milieu des années 1960 toutefois, la prise de conscience de la scission entre la Chine et l'Union soviétique et la diminution de l'intensité de l'anticommunisme du fait des désillusions relatives à la guerre du Vietnam menèrent à un changement de l'opinion américaine en faveur de l'établissement de relations avec la Chine. D'importantes personnalités universitaires et politiques plaidaient en faveur de ce qu'elles présentaient avec insistance comme une politique plus réaliste consistant à accepter le gouvernement de Pékin en tant que gouvernement légitime de la Chine et à trouver des moyens de coopérer avec lui. Ils parlaient d'« endiguement sans isolement ». Le gouvernement de Lyndon Johnson était cependant trop embourbé au Vietnam et les Chinois trop absorbés par la grande révolution culturelle prolétaire pour établir de nouvelles relations.

L'atténuation des tensions

Richard Nixon, vice-président d'Eisenhower et candidat perdant à la présidence en 1960, était un homme d'État dont l'anticommunisme et l'hostilité à l'égard de la Chine étaient bien connus. Lorsqu'il fut élu président des États-Unis en 1968, la possibilité d'une atténuation des tensions avec la Chine semblait plus éloignée que jamais. Nixon était cependant d'accord avec les estimations des principaux responsables du département d'État selon lesquelles la Chine pourrait aider les États-Unis à mettre fin à la guerre du Vietnam et seconder les efforts qu'ils déployaient pour contrecarrer la puissance croissante de l'Union soviétique. Il se rendait compte que le changement de l'opinion publique américaine, alliée à ses idées anticommunistes, lui permettrait de rechercher un compromis avec la Chine. Lentement, prudemment et sans compromettre la sécurité des États-Unis, le gouvernement Nixon fit part de son désir d'améliorer les relations avec la Chine.

Zhou Enlai, premier ministre et diplomate chinois, s'employait à atteindre le même but, comme le montraient l'invitation qu'il avait adressée à l'équipe américaine de ping-pong de se rendre en Chine et ses contacts par l'intermédiaire du chef d'État pakistanais. Il convainquit peu à peu un Mao Zedong sceptique que les États-Unis ne menaçaient plus la Chine et qu'ils pourraient être utiles dans les efforts de Pékin pour résister aux pressions soviétiques. La grande percée eut lieu en 1971.

En février 1971, dans son discours au Congrès sur l'état de l'Union, le président Nixon évoqua la nécessité d'un dialogue avec la République populaire de Chine. Il demandait que le gouvernement de Pékin ait sa place à l'Organisation des Nations unies sans sacrifier la position de la République de Chine sur Taïwan. La reconnaissance par les États-Unis du gouvernement de Tchang Kaï-chek et le soutien qu'ils lui apportaient avaient été jusqu'alors un obstacle majeur à un rapprochement entre la Chine et les États-Unis. Mao Zedong et Tchang Kaï-chek maintenaient tous les deux qu'il ne pouvait y avoir qu'une seule Chine et ni l'un ni l'autre n'approuvaient les efforts de Washington en faveur de deux Chines, l'une sur le continent et l'autre à Taïwan. En 1971 toutefois, Nixon et Mao Zedong étaient désireux de se servir l'un de l'autre et ils se mirent d'accord sur une formule de compromis : « une seule Chine, mais pas maintenant ». En fait, étant donné la valeur stratégique qu'ils accordaient à une amélioration des relations avec Pékin, Nixon et son conseiller sur la sécurité nationale, Henry Kissinger, étaient prêts à faire plus que rencontrer Mao Zedong à mi-chemin sur cette question. Il était beaucoup plus important pour eux de trouver un partenaire dans la lutte contre l'Union soviétique.

En juillet 1971, le monde apprit que Henry Kissinger venait de rentrer d'une mission secrète en Chine. Richard Nixon annonça que lui, président des États-Unis, avait accepté une invitation de se rendre en Chine. En août et en septembre, les États-Unis soutinrent pour la première fois l'attribution à un représentant de Pékin d'un siège au Conseil de sécurité de l'ONU, tout en appuyant, pour la forme, les efforts déployés par Taipei pour conserver son siège à l'ONU. Une motion des États-Unis en faveur d'un siège pour les deux délégations échoua, compromise par la décision de Kissinger de choisir ce moment-là pour se rendre en avion à Pékin. Une motion de l'Albanie en faveur du remplacement par Pékin du représentant de Taipei l'emporta aisément. Ce fut l'une des défaites diplomatiques les moins pénibles jamais subies par les États-Unis. Washington avait fait un pas en avant vers une politique favorable à une seule Chine.

La visite du président Nixon en Chine

En février 1972, Nixon se rendit en avion en Chine où il eut une entrevue avec Mao Zedong. Le monde abasourdi vit à la télévision Nixon applaudir chaleureusement un ballet chinois lourdement teinté de propagande communiste. Il s'agissait en vérité d'un nouveau Nixon et de nouvelles relations avec la Chine.

Il ressortait clairement du communiqué sino-américain publié à l'issue de la visite du président Nixon en Chine que la résistance des deux pays à l'Union soviétique était ce qui les avait rapprochés. Leur opposition commune à une « hégémonie » en Asie et dans le Pacifique était une référence à peine voilée à la diminution de l'influence de Moscou dans la région. Taïwan, par contre, demeurait le principal obstacle à l'établissement de relations diplomatiques normales, à une « normalisation ». Les Américains reconnaissaient la revendication des Chinois selon laquelle Taïwan faisait partie de la Chine, mais réaffirmaient leur désir de parvenir à un règlement pacifique de la question. Nixon répondit aux demandes de la Chine en faveur d'un retrait des forces américaines de Taïwan en engageant les États-Unis à un retrait ultime et promit d'y procéder graduellement, au fur et à mesure des diminutions de la tension dans la région (Vietnam). En même temps, Nixon et Kissinger cherchaient à atténuer la crainte de Pékin de voir la puissance japonaise remplacer celle des États-Unis dans l'île. Nixon donna aux dirigeants

chinois l'assurance que les États-Unis ne soutiendraient pas l'indépendance de Taïwan et il promit de prendre les mesures désirées par les Chinois après sa réélection anticipée, en 1972.

Les États-Unis s'étaient engagés, par un traité de 1954, à assurer la défense de Taïwan. Les entreprises américaines avaient un enjeu représentant des milliards de dollars dans l'île. Les sondages de l'opinion publique américaine montraient que les Américains n'étaient pas disposés à abandonner aux communistes la population de Taïwan, amie et alliée des États-Unis. Néanmoins, le gouvernement Nixon était prêt à abroger le traité de défense signé avec Taïwan, pariant qu'à court terme la population de l'île pourrait se défendre et qu'à long terme il serait possible de trouver une solution pacifique.

LA NORMALISATION DES RELATIONS

En 1973, la Chine et les États-Unis ouvrirent, chacun, dans leur capitale un « bureau de liaison », une ambassade qui ne portait pas son nom. La normalisation fut toutefois retardée par la crise du Watergate qui força Nixon à démissionner de la présidence dans le déshonneur. Ses successeurs étaient cependant tenus de normaliser les relations avec la Chine, ce qui eut lieu au début de 1979. L'échange secret de renseignements militaires sur les mouvements soviétiques, entamé par Kissinger en 1971, ne fut jamais interrompu.

L'ouverture de Nixon à la Chine entraîna un changement extrêmement important dans l'équilibre du pouvoir de la guerre froide. L'alliance tacite entre les États-Unis et la République populaire de Chine, dirigée contre la puissance apparemment croissante de l'Union soviétique, atténua les craintes chinoises d'une attaque soviétique éventuelle et permit aux Américains de concentrer leur puissance militaire en Europe tandis que les Soviétiques continuaient à se heurter, à l'Est comme à l'Ouest, à des adversaires maintenant alliés contre Moscou. Ce fut un tournant majeur dans l'histoire du monde qui contribua, en définitive, à l'effondrement de l'Union soviétique et à la fin de la guerre froide. Et en 1979, le vice-président des États-Unis, Walter Mondale, se rendit à Pékin où il répéta les paroles prononcées par Théodore Roosevelt en 1908 pour réaffirmer la conviction que l'existence d'une Chine forte, et vraisemblablement amie, était dans l'intérêt des États-Unis. ■

Les opinions exprimées dans cet article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

LA « DIPLOMATIE DU PING-PONG » A AMORCÉ LES RELATIONS SINO-AMÉRICAINES

Agence France Presse

Deux joueurs chinois et américain de tennis de table s'exercent avant un match-exhibition qui se tint en avril 1971 à Pékin.

Des diplomates improvisés sont allés jouer au ping-pong et, ce faisant, ont changé le cours de l'histoire.

Le 10 avril 1971, neuf joueurs américains et quatre hauts responsables américains accompagnés de dix journalistes franchirent un pont reliant Hong-Kong à la Chine et lancèrent ainsi « la diplomatie du ping-pong ». Cette aventure d'une semaine signalait un désir commun d'atténuer les tensions de longue date entre Washington et Pékin.

« Vous avez ouvert un nouveau chapitre dans les relations entre le peuple américain et le peuple chinois », déclara le premier ministre Zhou Enlai au cours d'un banquet organisé en l'honneur des visiteurs américains dans le Grand Hall du Peuple, à Pékin. « Je suis convaincu que ce renouveau de notre amitié ne manquera pas de recevoir le soutien de la majorité des habitants de nos deux pays. »

Le même jour, le 14 avril, les États-Unis levèrent l'embargo qu'ils appliquaient depuis vingt ans sur le commerce avec la Chine. Les relations avec la Chine avaient été rompues en octobre 1948 lorsque les forces communistes dirigées par Mao Zedong avaient renversé le gouvernement nationaliste dirigé par le général Tchang Kaï-chek. Ce dernier s'était alors réfugié à Taïwan avec son gouvernement, et aucun groupe américain n'avait été admis en Chine pendant les vingt-deux années qui suivirent la prise du pouvoir par les communistes.

Ce fut donc une surprise totale lorsque l'équipe américaine de ping-pong, qui se trouvait au Japon pour le 31e championnat mondial de tennis de table, fut invitée par l'équipe chinoise, le 6 avril 1971, à se rendre dès la fin du championnat en République populaire de Chine, tous frais payés.

De 11 au 17 avril, l'équipe américaine participa avec l'équipe chinoise à des matchs hors-concours, visita la Grande Muraille de Chine et le Palais d'été situé dans les environs de Pékin, rencontra des étudiants et des travailleurs chinois et assista à des réceptions dans de grandes villes chinoises. Un an plus tard, les joueurs chinois firent une tournée aux États-Unis pour participer à

AP/WWP

Des membres de l'équipe américaine de tennis de table participent à une réunion entre la délégation chinoise et la délégation américaine le 16 avril 1971 à Pékin. L'équipe chinoise invita l'équipe américaine à venir en Chine alors qu'elles participaient toutes deux au 31e Championnat mondial de tennis de table au Japon.

AP/WWP

Le vice-premier ministre chinois, Li Lanqing, joue une partie de tennis de table avec l'ancien secrétaire d'État des États-Unis, Henry Kissinger, le 18 mars 2001 à Pékin. La Chine avait organisé une grande réception pour marquer le trentième anniversaire de la « diplomatie du ping-pong », qui aboutit à la normalisation des relations sino-américaines.

une série de matchs hors-concours devant des spectateurs américains enthousiastes.

Les États-Unis et la Chine avaient déjà procédé discrètement à des négociations indirectes, chaque pays désirant améliorer ses relations bilatérales en raison de la menace d'agression de l'Union soviétique. En 1971, le conseiller du président pour la sécurité nationale, Henry Kissinger, avait fait deux visites secrètes en Chine pour établir un rapprochement, et cet été-là, grâce à la bonne volonté suscitée par la « diplomatie du ping-pong », le président Richard Nixon a annoncé qu'il se rendrait en Chine l'année suivante en vue d'entamer des négociations officielles portant sur la normalisation des relations entre les deux pays.

Le 21 février 1972, Nixon fut le premier président des États-Unis à se rendre en Chine. ■

LE COMMERCE ET L'ÉCONOMIE, MOTEURS DES RELATIONS EXTÉRIEURES DES ÉTATS-UNIS

MAARTEN PEREBOOM

Portrait de Jefferson par Peale

Dès les débuts de la République américaine, le « drapeau suivit le commerce », alors que les Américains cherchaient à avoir accès au marché des autres pays. En 1789, le secrétaire d'État, Thomas Jefferson, demanda à un planteur de la Caroline du Sud, Charles Drayton, de se rendre au Vietnam pour établir des relations commerciales.

S'affirmant comme une nouvelle puissance mondiale au XX^e siècle, les États-Unis se sont inspirés des principes de la philosophie des Lumières à l'origine de leur création, tout en continuant à promouvoir leurs propres intérêts économiques à l'étranger, et ont défendu les idéaux de liberté, de démocratie et de libre-échange, postulant que « le libre-échange entre pays libres » aurait pour effet d'améliorer à l'échelle mondiale la condition humaine.

***M. Maarten Pereboom** est professeur d'histoire et président du département d'histoire de l'université de Salisbury (Maryland). C'est un spécialiste de l'histoire des relations extérieures des États-Unis, de la Seconde Guerre mondiale, de l'Holocauste et de la guerre froide.*

De tous les facteurs qui ont influencé les relations extérieures des États-Unis depuis leur accession à l'indépendance, la recherche de la croissance économique a sans doute joué le plus grand rôle. Les historiens tendent à mettre l'accent sur des événements militaires spectaculaires et la politique et la diplomatie qui les entourent, mais, dès le début de la République, « le drapeau a suivi les intérêts commerciaux », à mesure que les Américains ont cherché à avoir accès au marché des autres pays.

S'affirmant comme une nouvelle puissance mondiale au XX^e siècle, les États-Unis se sont inspirés des principes de la philosophie des Lumières à l'origine de leur création, tout en continuant à promouvoir leurs propres intérêts économiques à l'étranger, et ont défendu les idéaux de liberté, de démocratie et de libre-échange, postulant que « le libre-échange entre pays libres » aurait

AP/WWP

Le représentant des États-Unis pour le commerce extérieur, M. Robert Portman, prononce un discours le 28 janvier 2006, lors du Forum économique mondial à Davos (Suisse), au sujet des négociations cruciales sur la libéralisation du commerce.

pour effet d'améliorer à l'échelle mondiale la condition humaine.

Les États-Unis ont contribué à sauver le monde des ambitions racistes de l'Allemagne nazie et des désastres du communisme soviétique, mais les exigences complexes de leur prépondérance dans le monde ont fait que l'économie n'a plus été le principal facteur influençant leur politique étrangère.

Pour l'historien Bradford Perkins, la lutte des colonies américaines pour l'indépendance correspondait au désir de rétablir la liberté, à la fois politique et économique, dont les Anglais d'Amérique du Nord avaient bénéficié sous le règne impérial d'avant 1750, qui se caractérisait par une « bienveillante indifférence ». Tout en privant les Français de leur pouvoir en Amérique du Nord, la guerre de Sept ans (1756-1763) a également conduit le Parlement britannique à exiger une contribution financière des colonies. Cette taxation par un Parlement au sein duquel les colonies n'étaient pas du tout représentées a déclenché la guerre d'Indépendance, pendant laquelle les Américains n'ont jamais perdu de vue leurs intérêts économiques.

Le principe du libre-échange

En 1776, lorsque les colonies rebelles ont eu besoin d'un allié politique et militaire contre la Grande-Bretagne, le « traité modèle » de John Adam proposait en substance d'établir des relations commerciales avec la France, sans tenir compte de la nationalité des partenaires commerciaux et dans le respect intégral du droit au libre-échange de chaque pays, même si un des partenaires voulait commercer avec un pays avec lequel l'autre était en guerre. Bien que ce traité ne soit jamais entré en vigueur, il incarnait parfaitement la notion héritée du siècle des lumières selon laquelle le libre-échange entre pays libres créerait un monde prospère et en paix.

Ayant accédé à l'indépendance, les États-Unis ont cherché à promouvoir leurs intérêts économiques dans un monde encore dominé par de féroces rivalités impériales entre puissances européennes. L'offre faite par Napoléon de vendre le vaste territoire de la Louisiane pour 15 millions de dollars, de façon à financer les guerres menées par la France, a été une chance extraordinaire. Toutefois, quelques années plus tard, les États-Unis tentèrent d'influencer le conflit qui opposait la Grande-Bretagne et la France en adoptant la loi sur l'embargo, privant ainsi les parties au conflit des avantages des échanges commerciaux avec les États-Unis, mais forçant également les Américains à renoncer à ces mêmes avantages. Cela reste l'une des plus graves erreurs de l'histoire des relations extérieures des États-Unis et explique également en partie la guerre peu probante de 1812, qui a abouti à une impasse en 1815.

À partir des années 1820, les États-Unis font preuve d'une plus grande confiance sur la scène mondiale, à mesure que l'Europe post-napoléonienne entre dans une période de paix relative et qu'un grand nombre des pays de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud accède à l'indépendance. Par la doctrine Monroe de 1823, les États-Unis proclament que l'ensemble du continent américain ne peut plus être colonisé par les pays européens.

Les Européens continuent cependant à investir dans le continent américain, et les ressources de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud exercent également un fort attrait sur les États-Unis. À mesure que des entreprises américaines s'implantent dans les secteurs de l'extraction minière et de l'agriculture, la politique étrangère des États-Unis, ainsi que leurs forces armées, contribuent à faire en sorte que les gouvernements des pays latino-américains restent favorables à la présence économique des États-Unis.

AP/WWP

Le président de la Banque mondiale, M. Paul Wolfowitz, échange des paroles avec la ministre ougandaise de l'énergie, Mme Syda Bbumba, après qu'elle eut prononcé un discours lors de l'ouverture, le 6 mars 2006, de la Semaine de l'énergie au siège de la Banque mondiale à Washington.

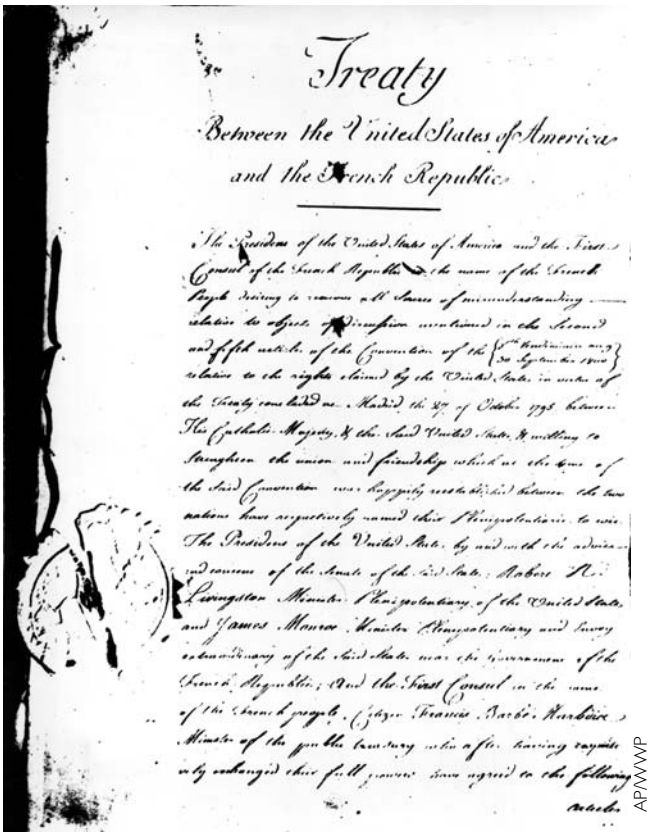
Entre-temps, la République s'est considérablement agrandie, les Américains se déplaçant vers l'Ouest, poussés par des rêves de croissance économique et par les idéaux de la « destinée manifeste ». Pour permettre cette expansion, le gouvernement américain chasse des Indiens, entre en guerre avec le Mexique et négocie avec les Britanniques, de façon à étendre les frontières des États-Unis jusqu'au Pacifique.

Le commerce des deux côtés du Pacifique

Le conflit portant sur l'esclavage limite cependant toute nouvelle expansion vers le Nord ou vers le Sud, et à la fin de la guerre de Sécession en 1865, William Seward, secrétaire d'État du président Lincoln, nourrit de nouvelles ambitions, qui ont moins trait à l'expansion territoriale qu'à l'expansion commerciale. De l'autre côté du Pacifique, en Asie, se trouve en effet un vaste marché potentiel. Si l'Alaska, achetée à la Russie en 1867, est vite surnommée la « folie de Seward », son acquisition s'inscrit dans le cadre d'une habile stratégie visant à établir des voies commerciales sûres avec l'Extrême-Orient. De la Grande-Bretagne au Japon, les puissances coloniales s'intéressent à la fin du XIX^e siècle aux perspectives d'expansion coloniale en Chine, mais les États-Unis, espérant empêcher un démantèlement de la Chine comparable à la ruée vers l'Afrique qui a eu lieu dans les années 1880, s'emploient à promouvoir une « politique de la porte ouverte » afin de préserver l'accès à ce vaste marché potentiel. La politique de la porte ouverte consiste à accorder dans un territoire donné les mêmes droits commerciaux et industriels à tous les ressortissants de tous les pays.

Alors que la politique étrangère américaine continue à favoriser l'accès au marché d'autres pays, la plus grande partie de la croissance économique spectaculaire que connaissent les États-Unis après la guerre de Sécession se produit à l'intérieur même de leurs frontières. Des hommes comme John Rockefeller et Andrew Carnegie amassent d'immenses fortunes dans les secteurs du pétrole et de l'acier et président à l'expansion des entreprises de ces secteurs, qui deviennent des monopoles ou des quasi-monopoles. Les sociétés anonymes, qui constituent une innovation américaine, permettent aux entreprises de prendre des proportions gigantesques et ouvrent la voie à la mondialisation de la puissance économique américaine au XX^e siècle.

Lorsque la Première Guerre mondiale éclate en 1914, les États-Unis sont une superpuissance économique, représentant plus du tiers de la production industrielle mondiale, contre environ 15 % pour l'Allemagne et 14 % pour la Grande-Bretagne, d'après l'historien Paul Kennedy. Alors que l'Allemagne et l'Autriche entrent en guerre contre les puissances alliées, la Grande-Bretagne, la France et la Russie, de l'autre côté de l'Atlantique les États-Unis adoptent une politique de neutralité « en pensée et en fait ». Cette définition de la neutralité fait écho au « traité modèle » de John Adams : un libre-échange indépendant des circonstances politiques. Les échanges commerciaux avec l'Allemagne sont quasiment réduits à zéro du fait du blocus de la Grande-Bretagne, que les États-Unis ne contestent pas, alors que le commerce en plein essor avec les puissances alliées compense largement l'interruption des échanges avec l'Allemagne. En 1916, le soutien économique que les États-Unis apportent aux puissances alliées sous forme de biens d'équipement et de services financiers menace l'Allemagne de défaite sur le front occidental, malgré les victoires qu'elle a remportées contre la Russie à l'Est. S'attaquant à la neutralité proclamée des États-Unis, l'Allemagne ordonne à ses sous-marins de tirer sur des navires américains. Les États-Unis déclarent alors la guerre en avril 1917, se joignant aux puissances alliées pour vaincre l'Allemagne l'année suivante.



AP/WWP

Les négociations relatives à l'acquisition du territoire de la Louisiane entre les États-Unis et la France aboutirent le 30 avril 1803, alors que Thomas Jefferson était président des États-Unis.

UN « EMPIRE SANS LARMES »

La Première Guerre mondiale a considérablement ébranlé l'Europe. New York a détrôné Londres au rang de capitale financière mondiale, et l'économie des États-Unis est en plein essor pendant que ses rivaux transatlantiques connaissent des difficultés. La conception du président Woodrow Wilson relative à un monde en paix, démocratique et pratiquant le libre-échange est contraire à l'ancien système d'empires européens rivaux, mais elle échoue, du fait de considérations politiques du monde de l'après-guerre, à la fois aux États-Unis et ailleurs. L'historien Warren Cohen estime que, entre les deux guerres, les États-Unis adoptent une politique étrangère « d'empire sans larmes », qui consiste à s'imposer sur les marchés mondiaux avec aussi peu de responsabilités militaires et politiques que possible. Dans les années 1930, les politiciens isolationnistes considèrent qu'intervenir dans la guerre serait une erreur commise sous la pression des fabricants d'armes avides de réaliser des profits en temps de guerre, et le Congrès des États-Unis adopte alors une série de lois sur la neutralité afin que les intérêts commerciaux des États-Unis ne les conduisent plus à entrer en guerre.

« L'empire sans larmes » n'est pas sans rappeler la période coloniale de prospérité insouciante, sous le règne peu vigilant de la Grande-Bretagne. Toutefois, cette indifférence ne peut durer dans un monde que les militants extrémistes allemands et japonais cherchent à dominer. À la fin du XVIII[e] siècle, le président George Washington avait conseillé à la jeune République des États-Unis de prendre ses distances avec les empires européens en guerre, mais désormais les États-Unis sont suffisamment puissants, en grande partie grâce à leurs ressources économiques, pour veiller à ce que des empires naissants ne compromettent pas leurs intérêts mondiaux.

Malgré l'isolationnisme persistant du pays, le président Roosevelt présente en janvier 1939 le plus grand budget qui ait jamais été consacré à la défense en période de paix. En mars 1941, quelques mois avant l'attaque des Japonais à Pearl Harbor (Hawaï), les États-Unis mettent leur puissance économique au service de la lutte contre les puissances de l'Axe en adoptant la loi prêt-bail. L'été de la même année, les sous-marins allemands tirent de nouveau sur des navires américains dans l'Atlantique, sans déclaration officielle de guerre.

L'APPARITION DE SUPERPUISSANCES

L'étrange alliance des États-Unis, de l'empire britannique et de l'Union soviétique conduit à la défaite des puissances de l'Axe en 1945. Les Soviétiques disposaient des ressources humaines et de la détermination nécessaires pour repousser la plus grande invasion de l'histoire et pour venir à bout des forces armées allemandes ; les États-Unis ont mis à profit leurs énormes ressources humaines et économiques pour remporter sur deux continents différents la plus grande guerre de l'histoire. À l'heure du déclin de l'Europe, ces deux pays sont devenus deux superpuissances mondiales. Toutefois, ces superpuissances représentent également des régimes économiques et politiques opposés, et la mise au point dans les deux camps d'armes nucléaires extrêmement destructrices donnera à la guerre froide qui suit une dimension apocalyptique et globale.

Du fait de la menace soviétique, les États-Unis ne peuvent se soustraire à leur rôle politique et militaire sur la scène mondiale. Les considérations économiques restent décisives : dans le cadre de l'une des plus brillantes initiatives prises dans l'histoire des relations extérieures américaines, le plan Marshall, les États-Unis accordent 12 milliards de dollars d'aide aux pays européens de

1948 à 1951. Ils consentent ainsi une aide à des pays qui en ont désespérément besoin et les aident à rejeter le communisme. La croissance économique phénoménale qui en résulte en Europe de l'Ouest alimente également les échanges commerciaux mondiaux, faisant ainsi de cet acte de générosité un investissement très habile. Dans leur rôle de gardien du marché mondial, les États-Unis encouragent généralement le libre-échange, bien que les Américains et leur gouvernement ne soient pas toujours indifférents à la tentation du protectionnisme. D'une manière générale, cependant, bien que son objectif soit avant tout de préserver le régime économique mondial, la politique de la guerre froide a pour effet de créer une présence militaire américaine à travers le monde et de donner jour à ce que le président Eisenhower a qualifié de complexe militaro-industriel. Selon la politique de l'endiguement, le Vietnam est, par exemple, un domino qui, en passant sous contrôle communiste, entraînerait une réaction en chaîne dans l'Asie du Sud-Est. Les États-Unis cherchent donc, sans y parvenir, mais au prix d'un énorme coût humain et économique, à établir un État vietnamien non communiste.

Les impératifs de la guerre froide pèsent très lourdement sur l'économie de l'Union soviétique et de ses alliés, et en fin de compte, le régime communiste n'a pu produire suffisamment de richesses pour rester dans la course, et encore moins pour assurer à la population des droits fondamentaux, un environnement sûr ou un niveau de vie acceptable. À la suite de l'effondrement du communisme à la fin des années 1980, les États-Unis sont la seule superpuissance mondiale, et le système capitaliste, qui est plus réglementé qu'au temps des « barons voleurs », mais qui n'est toujours pas sans failles ni victimes, s'est imposé. La fin de cette opposition n'a pas conduit à la « fin de l'histoire », comme l'avait suggéré le politologue Francis Fukuyama, mais à un monde dont les complexités et les turbulences obligent de nouveau les Américains à définir leurs intérêts politiques et économiques nationaux dans un contexte mondial, et à se pencher sur le passé afin d'analyser rationnellement le présent et de définir une vision d'avenir. ■

Les opinions exprimées dans cet article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

APRÈS LA GUERRE FROIDE

WALTER LAQUEUR

AP/WWP

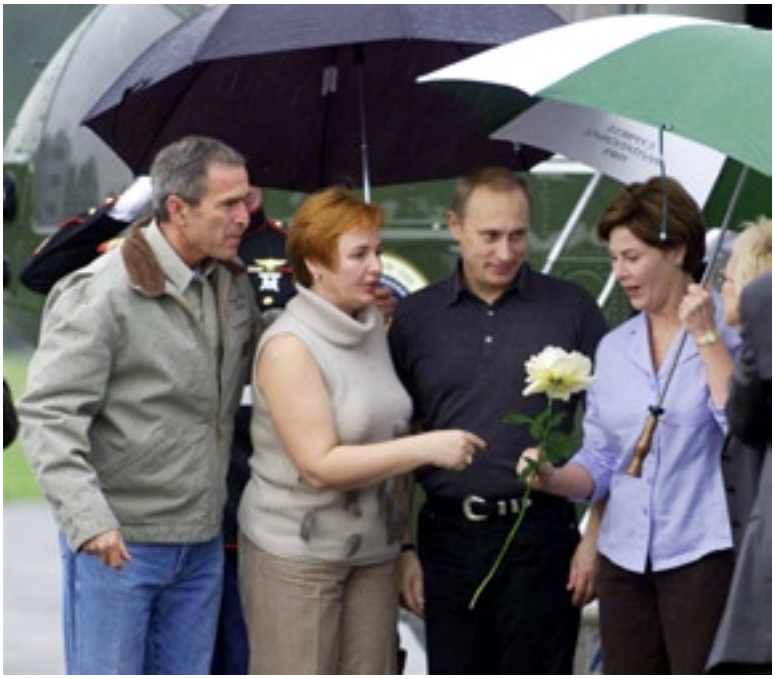
L'ancien président des États-Unis, Ronald Reagan, et l'ancien président de l'Union soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, posent avec leur chapeau de cow-boy, lors de leur réunion le 2 mai 1992, dans le ranch de Ronald Reagan, situé en montagne à quelque 50 km de Santa Barbara (Californie).

L'histoire montre que le terrorisme ne peut opérer que dans des sociétés libres ou relativement libres. Il n'y avait pas de terrorisme dans l'Allemagne nazie ni dans la Russie de Staline ; il n'y en avait pas (ou il n'y en a pas) même dans des dictatures moins implacables. Il s'ensuit que, dans certaines circonstances, si on permet au terrorisme d'opérer trop librement et de devenir plus qu'une nuisance, il faudra payer un prix élevé, sur le plan de la liberté et des droits de l'homme, pour y mettre fin.

***M. Walter Laqueur** est coprésident du Conseil de la recherche internationale au Centre d'études stratégiques et internationales, qui a son siège à Washington. Il est professeur à l'université Brandeis, à l'université de Georgetown, et professeur invité à Harvard, à l'université de Chicago, à l'université de Tel-Aviv et à l'université Johns Hopkins.*

Lorsque la guerre froide a pris fin en 1989 avec la chute du mur de Berlin, que les pays d'Europe de l'Est ont retrouvé leur indépendance et que l'Union soviétique s'est désintégrée, le sentiment que la paix universelle s'était finalement répandue sur la terre s'est propagé à travers le monde. La crainte d'une guerre dans laquelle les armes de destruction massives seraient utilisées s'était dissipée. Un éminent politologue écrivit un livre intitulé « La Fin de l'histoire » ; il donnait à entendre non pas que l'histoire était au point mort, mais que les grands conflits entre États avaient cessé d'exister et que tous les pays étaient maintenant d'accord sur certains points essentiels.

Ce fut un moment merveilleux, mais l'euphorie fut de courte durée. Les sceptiques (parmi lesquels je me trouvais) craignaient qu'il ne reste encore dans ce monde de nombreux conflits qui avaient été éclipsés ou contenus par la guerre froide. En d'autres termes, tant que l'affrontement entre les deux camps se poursuivait, toutes sortes d'autres conflits, qui semblaient mineurs à l'époque, n'éclateraient pas. Paradoxalement, la guerre froide avait



AP/WWP

Le président George Bush accueille le président de la Russie, M. Vladimir Poutine, et son épouse alors qu'ils arrivent le 14 novembre 2001 à son ranch de Crawford (Texas). Mme Poutine offre une fleur à Mme Bush.

contribué à préserver un certain ordre mondial et elle avait été un facteur de stabilité.

Il est vrai également que le danger d'une nouvelle guerre mondiale dévastatrice avait probablement été exagéré, car il existait un équilibre de la terreur, une dissuasion mutuelle – précisément en raison de l'existence d'un vaste arsenal d'armes dévastatrices. En outre, vu que les deux camps agissaient rationnellement parce qu'ils savaient quelles seraient les conséquences d'une telle guerre, la paix était préservée.

Une telle dissuasion mutuelle existera-t-elle encore après la cessation de la guerre froide ? La guerre froide n'avait pas mis fin à la prolifération des armes nucléaires et autres moyens de destruction massive, mais elle l'avait certainement ralentie. Ce n'est plus le cas aujourd'hui ; on ne court pas simplement le danger de voir quelques autres pays acquérir ces armes.

Le véritable danger est la possibilité que l'acquisition de ces armes par quelques pays ne suscite une tendance générale à les imiter du fait que les pays voisins se sentiront exposés et menacés. En outre, peut-on toujours tenir pour certain que ceux qui possèdent des armes de destruction massive agiront aussi rationnellement que l'avaient fait les deux camps pendant la guerre froide ? Ou bien, poussés par un fanatisme religieux, nationaliste ou idéologique, vont-ils oublier le risque suicidaire qu'ils courraient s'ils utilisaient ces armes ? Ou bien encore se persuaderont-ils qu'ils pourraient utiliser impunément ces armes contre leurs ennemis tout en oblitérant leurs traces, dans une guerre par procuration ?

LA NÉCESSITÉ D'UN RÔLE DIRIGEANT

Ce sont là des questions troublantes qui sont apparues ces dernières années et qui prennent une importance accrue. Il n'existe pas d'arbitre, pas d'autorité ultime pour le règlement des conflits. L'Organisation des Nations unies aurait dû remplir ce rôle, mais elle n'y est pas davantage parvenue que la Société des nations entre les deux guerres. Elle se compose de près de deux cents États membres, petits et grands, démocratiques et autoritaires, avec toutes sortes de nuances entre ces deux extrêmes. Certains respectent les droits de l'homme, d'autres pas. Ils ont des conflits d'intérêt. Ils ne possèdent pas les moyens militaires nécessaires pour intervenir en cas d'urgence. Ils peuvent parfois aider, dans des négociations, à parvenir à un accord, mais ils sont impuissants en cas d'échec de la diplomatie.

Lorsque la guerre froide a pris fin, les États-Unis sont apparus comme la seule superpuissance, ce qui impliquait de grandes responsabilités à l'égard de la paix mondiale. Aucun autre pays n'était dans une position semblable pour faire face aux menaces pesant sur la paix mondiale – et pas seulement sur leur propre sécurité. Toutefois, même une superpuissance n'est pas omnipotente ; il y a des limites à sa capacité de s'acquitter de ses devoirs internationaux. Elle ne peut pas et ne devrait pas agir seule, mais devrait recourir à la persuasion ainsi qu'aux pressions, en cas de besoin, en tant que chef de file sur la scène internationale.

Les superpuissances ne sont cependant jamais populaires. C'est le cas depuis l'époque de l'Empire romain et de tous les autres empires qui l'ont précédé et qui lui ont succédé. Elles sont craintes par les pays plus faibles, pas seulement par leurs voisins, et éveillent leurs soupçons. C'est un dilemme auquel elles ne peuvent échapper. Aussi raisonnable et honnête que soit leur comportement, on craindra toujours de les voir changer d'humeur et de conduite. Les petits pays ont tendance à se liguer contre le chef de file. Quels que soient les efforts déployés par la superpuissance, il n'existe pas de panacée qui lui permette d'acquérir la popularité – si ce n'est par l'abdication. Une fois que sa puissance diminue,

ses chances de devenir plus populaire s'accroissent considérablement, mais rares sont les superpuissances qui ont choisi cette voie à travers l'histoire.

À la fin de la guerre froide, de nouveaux centres de pouvoir sont apparus, principalement la Chine et l'Inde. Ces pays ont fait des progrès économiques spectaculaires, jugés pratiquement impensables il y a encore une dizaine d'années. Toutefois, ils n'ont manifesté jusqu'à présent aucun désir de jouer sur la scène politique mondiale un rôle proportionné à leur puissance économique. Ce sont de grandes puissances régionales, et il ne fait aucun doute qu'en temps voulu elles deviendront plus que cela. Cela pourrait cependant prendre un grand nombre d'années, et ces deux pays n'ont montré aucun désir, pour l'instant, d'assumer les responsabilités du maintien de l'ordre mondial.

Pendant un certain temps, après la fin de la guerre froide, il a semblé que l'Europe pourrait jouer un tel rôle aux côtés des États-Unis, sans être toujours en accord avec eux. Certains observateurs de la scène politique proclamaient que le XXI[e] siècle serait le siècle de l'Europe, surtout parce que le modèle européen était très attrayant et qu'il serait copié par le reste du monde. C'était l'idée de l'Europe en tant que superpuissance civile et morale.

Dernièrement, ces voix optimistes se sont faites de plus en plus rares. Il est vrai que l'Europe avait beaucoup à offrir au reste du monde et que le mouvement vers l'unité européenne après 1948 avait été un grand succès. Toutefois, ce mouvement s'est essoufflé après la création du Marché commun et l'économie a moins bien fonctionné qu'on ne l'avait espéré; sa croissance a été insuffisante pour financer l'État providence, orgueil du continent. Un grand nombre de nouveaux États se sont joints à l'Union européenne, mais il n'y a toujours pas de politique étrangère, et encore moins de capacité militaire, européenne.

Pendant de nombreuses années, l'OTAN a fourni un bouclier à l'Europe et elle continue à le faire. Certains disaient que l'OTAN avait perdu sa raison d'être au moins en partie du fait de la disparition de la menace qui avait été à l'origine de la création de l'alliance, mais si les anciens dangers avaient disparu, d'autres les ont remplacés.

Ceux qui doutaient de l'OTAN auraient été plus persuasifs s'ils avaient fait l'effort d'établir leur propre organisation de défense, mais ils ne l'ont pas fait. Tous ces facteurs, ajoutés à la faiblesse démographique de l'Europe – sa faible natalité et le vieillissement de sa population- étaient des signes de faiblesse. Ses initiatives diplomatiques indépendantes, comme au Moyen-Orient, échouèrent et quand une guerre civile sanglante éclata sur son seuil, dans les Balkans, l'OTAN s'avéra incapable d'y faire face sans aide extérieure. L'ère d'une superpuissance morale, aussi désirable soit-elle en tant qu'idéal, n'était manifestement pas née.

Peu de gens diraient que le moment est venu d'abolir la police et les autres forces de sécurité sur le plan national. Et pourtant de nombreuses personnes agissent comme si aucune force de l'ordre n'était nécessaire sur le plan international, et cela à une époque où des dangers tels que les armes de destruction massive sont plus menaçants que jamais car les dégâts et les pertes humaines qu'ils causeraient pourraient être infiniment plus grands qu'à aucune autre époque.

TENSIONS ET TERRORISME

Peu de volontaires ont proposé d'agir en tant que gendarmes du monde – il faut reconnaître qu'il s'agit d'une tâche peu attrayante qui n'inspirerait guère de gratitude. Peut-être n'est-ce pas nécessaire, peut-être l'ordre international s'en acquittera-t-il?

C'est possible, mais, quand on scrute la scène mondiale, on ne décèle guère de raisons de faire preuve d'un optimisme excessif. La Russie n'a pas encore accepté son nouveau statut dans le monde; il y règne un ressentiment, tout naturel, résultant de la perte d'un empire. Il s'y manifeste une forte tendance à rendre toutes sortes de facteurs extérieurs responsables de cette situation, et certains rêvent de rétablir la puissance et la gloire passées.

Il y a l'Afrique, avec ses millions de victimes dans d'horribles guerres civiles que la communauté internationale n'a pas prévenues.

Avant tout, il y a le Moyen-Orient, avec ses nombreuses tensions et son terrorisme national et international. Le terrorisme n'est pas un phénomène nouveau dans les annales de l'humanité; il est aussi vieux que le monde. Il s'est manifesté sous bien des formes et bien des apparences, nationalisme séparatiste inspiré par l'extrême gauche ou par l'extrême droite. Néanmoins, le terrorisme contemporain suscité par le fanatisme religieux et nationaliste, opérant dans des États en situation d'échec et parfois fomenté, financé et orchestré par les pouvoirs publics, est plus dangereux que jamais.

De nombreuses idées fausses sur les origines du terrorisme sont encore répandues. On dit souvent que la pauvreté et l'oppression en sont les causes principales. Supprimez la pauvreté et l'oppression, et le terrorisme disparaîtra. Or, le terrorisme n'apparaît pas dans les pays

les plus pauvres, et les conflits d'ordre ethnique sont rarement faciles à régler ; que se passe-t-il si deux groupes revendiquent le même territoire et qu'ils refusent tout compromis ?

Le véritable danger n'est évidemment pas la victoire du terrorisme. L'histoire montre que le terrorisme ne peut opérer que dans des sociétés libres ou relativement libres. Il n'y avait pas de terrorisme dans l'Allemagne nazie, ni dans la Russie de Staline ; il n'y en avait pas (ou il n'y en a pas) même dans des dictatures moins implacables. Il s'ensuit que, dans certaines circonstances, si on permet au terrorisme d'opérer trop librement et de devenir plus qu'une nuisance, il faudra payer un prix élevé, sur le plan de la liberté et des droits de l'homme, pour y mettre fin. Les sociétés libres hésitent naturellement à payer un tel prix. Tel est le grand dilemme de notre époque, et personne n'a jusqu'à maintenant découvert un moyen indolore d'en sortir. ■

Les opinions exprimées dans cet article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des États-Unis.

BIBLIOGRAPHIE

(EN ANGLAIS)

Brune, Lester H. *Chronological History of U.S. Foreign Relations,* 3 vols. New York, NY: Routledge, 2002. http://www.routledge-ny.com/ref/usforelations/

Cameron, Fraser. *U.S. Foreign Policy after the Cold War.* New York, NY: Routledge, 2002. http://www.h-net.org/reviews/showrev.cgi?path=96411086838116

Chang, Laurence and Peter Kornbluh, eds. *The Cuban Missile Crisis, 1962: A National Security Archive Documents Reader.* New York, NY: W. W. Norton & Company, Inc., 1999. http://www.gwu.edu/~nsarchiv/nsa/publications/DOC_readers/cmcread/cmcread.html

CNN Interactive. *A CNN Perspectives Series: Cold War Experience: Episode 1: Comrades 1917-1945 through Episode 24: Conclusion 1989-1991*. Atlanta, GA: CNN. http://www.besthistorysites.net/20thCentury_ColdWar.shtml

Cohen, Warren I. *The Cambridge History of American Foreign Relations: Vol. 4, America in the Age of Soviet Power, 1945-1991*. New York, NY: Cambridge University Press, 1993. http://www.cambridge.org/catalogue/catalogue.asp?isbn=0521381932

The Cold War International History Project: Cold War Files: An Online Classroom Resource for High Schools. Washington, DC: Woodrow Wilson International Center for Scholars. http://www.wilsoncenter.org/index.cfm?topic_id=1409&fuseaction=topics.item&news_id=152941

Dallek, Robert. *The American Style of Foreign Policy: Cultural Politics and Foreign Affairs.* New York, NY: Cambridge University Press, 1990.

DeConde, Alexander, Richard Dean Burns and Frederik Logevall, eds. *Encyclopedia of American Foreign Policy,* 2nd ed., 3 vols. New York, NY: Scribner & Sons, 2001. http://www.gale.com/pdf/facts/EncAmFP.pdf

Dobson, Alan. *U.S. Foreign Policy Since 1945.* New York, NY: Routledge, 2000.

Documents Relating to American Foreign Policy: Documents Related to the Cold War. South Hadley, MA: Mount Holyoke College. http://www.mtholyoke.edu/acad/intrel/coldwar.htm

Giangreco, D. M. and Robert E. Griffin. *Airbridge to Berlin: The Berlin Crisis of 1948, Its Origins and Aftermath.* Novato, CA: Presidio Press, 1988. http://www.trumanlibrary.org/whistlestop/study_collections/berlin_airlift/large/docs.php

Hogan, Michael J. and Thomas G. Paterson, eds. *Explaining the History of American Foreign Relations,* 2nd ed. New York, NY: Cambridge University Press, 2004. http://www.cambridge.org/catalogue/catalogue.asp?isbn=0521540356

Hook, Steven W. and John Spanier. *American Foreign Policy Since World War II,* 16th ed. Washington, DC: CQ Press, 2003. http://www.cqpress.com/product/American-Foreign-Policy-Since-World-War-2.html

Ikenberry, G. John. "Why Export Democracy?: The 'Hidden Grand Strategy' of American Foreign Policy." *The Wilson Quarterly*, vol. 23, no. 2 (Spring 1999): pp. 56-65. http://www.mtholyoke.edu/acad/intrel/exdem.htm

Jeffreys-Jones, Rhodri. *Changing Differences: Women and the Shaping of American Foreign Policy, 1917-1994*. New Brunswick, NJ: Rutgers University Press, 1995. http://165.230.98.36/acatalog/__Changing_Differences_655.html

Jentelson, Bruce W., Thomas G. Patterson and Nicholas E. Rizopoulos. *Encyclopedia of U.S. Foreign Relations.* New York, NY: Oxford University Press, 1997.

Jervis, Robert. *American Foreign Policy in a New Era.* New York, NY: Routledge, 2005.

Kort, Michael. *The Columbia Guide to the Cold War.* New York, NY: Columbia University Press, 2001.

Lake, David A. *Entangling Relations: American Foreign Policy in Its Century.* Princeton, NJ: Princeton University Press, 1999.

McCullough, David. *Path Between the Seas: The Creation of the Panama Canal, 1870-1914*. New York, NY: Simon & Schuster, 1978.

McEvoy-Levy, Siobhan. *American Exceptionalism and U.S. Foreign Policy: Public Diplomacy at the End of the Cold War.* New York, NY: Palgrave Macmillan, 2001.

Mead, Walter Russell. *Special Providence: American Foreign Policy and How It Changed the World.* New York, NY: Random House, 2001.

The Origins of the Cold War: U.S. Choices after World War II, 4th ed. Providence, RI: Choices Education Program, 2004. http://www.choices.edu/curriculum_unit.cfm?id=12

Pickett, William B. "The Historiography of American Foreign Policy." *Organization of American Historians Magazine of History*, vol. 7, no. 2 (Fall 1992): pp. 13-15. http://www.oah.org/pubs/magazine/foreignpolicy/pickett.html

Public Broadcasting Service. *American Experience: Theodore Roosevelt's Legacy: The Panama Canal.* Arlington, VA: Public Broadcasting Service. http://www.pbs.org/wgbh/amex/tr/panama.html

Schulzinger, Robert D. *U.S. Diplomacy Since 1900,* 5th ed. New York, NY: Oxford University Press, 2001.

Tarnoff, Curt and Larry Nowels. *Foreign Aid: An Introductory Overview of U.S. Programs and Policy.* Washington, DC: Congressional Research Service, The Library of Congress, 19 January 2005. http://www.usembassy.it/pdf/other/98-916.pdf

U.S. Congress. Senate. Committee on Foreign Relations and U.S. Department of State. *Decade of American Foreign Policy: Basic Documents, 1941-49.* Washington, DC: Government Printing Office, 1950. http://www.yale.edu/lawweb/avalon/decade/decade.htm

U.S. Department of State. *Foreign Relations of the United States: Original Documents on U.S. Foreign Policy.* Washington, DC: Office of the Historian, Department of State. http://www.state.gov/r/pa/ho/frus/

U.S. Department of State. International Information Programs. *The Marshall Plan: Investment in Peace: 50th Anniversary.* Washington, DC: International Information Programs, Department of State. http://usinfo.state.gov/usa/infousa/facts/marshall/pam-toc.htm

U.S. Department of State. *Timeline of U.S. Diplomatic History.* Washington, DC: Office of the Historian, Department of State. http://www.state.gov/r/pa/ho/time/

The U.S. Role in a Changing World, 2nd ed. Providence, RI: Choices Education Program, 2005. http://www.choices.edu/usrole.cfm

University of Houston. *Digital History: Great Events of the Cold War Time Span: 1945-1991.* Houston, TX: University of Houston. http://www.digitalhistory.uh.edu/f_policy/f_policy2.cfm

Varble, Derek. *The Suez Crisis 1956 (Essential Histories).* New York, NY: Osprey, 2003. http://www.ospreypublishing.com/title_detail.php/title=S4183~ser=ESS

Walden University. *Education World: U.S. History: 20th Century: The Cold War.* Minneapolis, MN: Walden University. http://db.educationworld.com/perl/browse?cat_id=2724

Le département d'État n'est nullement responsable du contenu ou de la disponibilité des ouvrages indiqués ci-dessus. Tous ces sites Internet étaient accessibles en date du 30 avril 2006.

SITES INTERNET

(EN ANGLAIS)

The American Experience: Jimmy Carter
http://www.pbs.org/wgbh/amex/carter/
Coverage includes former President Carter's Middle East policy, the Iranian hostage crisis, and post-presidency. Included in this Public Broadcasting Service (PBS) site is a film transcript, photo gallery, a synopsis of people and events, as well as a teacher's guide.

The American Experience: The Kennedys
http://www.pbs.org/wgbh/amex/kennedys/
An overview of the famous American family involved in national politics for over 45 years. A film transcript is included as well as speeches and statements by the Kennedys, along with a teacher's guide and bibliography.

The American Experience: Nixon's China Game
http://www.pbs.org/wgbh/amex/china/
A secret diplomatic breakthrough that shocked and changed the world. In addition to the film transcript, materials include a timeline, maps, and a teacher's guide.

The American Experience: Reagan
http://www.pbs.org/wgbh/amex/reagan/
Actor, governor, and president—the biography of a popular, but contradictory, man. This PBS site includes a film transcript, photo gallery, synopsis of people and events, and a teacher's guide.

The American Experience: TR, The Story of Theodore Roosevelt
http://www.pbs.org/wgbh/amex/tr/
"TR" looks at the life of a man who embodied the confidence and exuberance of America at the turn of the 20th century, revealing both the heroic and tragic sides of Roosevelt's character. The program combines photographs, newspapers, motion pictures, sound recordings, family diaries, and letters to create a vivid and comprehensive portrait of this larger-than-life figure.

The American Experience: Truman
http://www.pbs.org/wgbh/amex/truman/
To the little-known man from Missouri would fall the burden of ending a world war and asserting American leadership in a newly-aligned and hostile international environment. Bonus materials on this site for Harry S Truman include primary sources, audio interviews, television program transcripts, and an in-depth teacher's guide.

The American Experience Presents Vietnam: A Television History
http://www.pbs.org/wgbh/amex/vietnam/
A seminal television event, when it premiered as a 13-part series on PBS in 1983, *Vietnam: A Television History* was edited to 11 hours and rebroadcast in 1997. This site includes transcripts for the entire series, selections from *The American Experience* mailbag about the *Vietnam* series, and a list of books and links relating to the Vietnam War.

The Berlin Airlift: Student Activity
http://www.trumanlibrary.org/teacher/berlin.htm
This Truman Presidential Museum and Library site offers interactive materials for students studying the blockade of the city of Berlin by the Soviet Union in 1948 and 1949. Featured on the site are issues for discussion, suggestions for further reading, and additional Internet resources.

The Choices Program: Critical Turning Points in the History of American Foreign Policy
http://www.choices.edu/specialprojects_tah.cfm
This initiative brings groundbreaking research into secondary classrooms, using a methodology that has been shown to engage all students in consideration of the ambiguities of history and the lessons for the future. The project focuses on significant turning points in our nation's relationship to the world around us, from the triangle trade of the 18th century to the U.S. role in the world today.

A Chronology of U.S. Historical Documents
http://www.law.ou.edu/hist/
A listing of political and diplomatic documents covering the history of the United States from colonial times through the 21st century.

Council on Foreign Relations: Academic Modules
http://www.cfr.org/educators/modules.html
A nonpartisan resource for information and analysis that includes a primary text, teaching notes, *Foreign Affairs* articles, and multimedia teaching tools.

Discovery Channel: The Cold War and Beyond Lesson Plan
http://school.discovery.com/lessonplans/programs/reaganlegacy-starwars/
This site is designed for students to review facts about the Cold War as well as research and write a news article about the Cuban Missile Crisis.
Discovery Channel: The Cuban Missile Crisis:

Contemporary History Lesson Plan
http://school.discovery.com/lessonplans/programs/cubanmissile/
A resource created to help students understand how the Cold War came to an end under the watch of Reagan and Gorbachev and to study the scientists and politicians who contribute to national arms policies.

Discovery Channel: The Role of NATO
http://school.discovery.com/lessonplans/programs/nato/
Students can use this site to understand the political atmosphere of post-World War II Europe and the U.S. foreign policy strategy of containment, as well as research critical events that occurred prior to the formation of NATO. Students can also distinguish on a map the countries that formed the Warsaw Pact and the NATO alliance in 1955.

George C. Marshall Foundation: Biographical Information
http://www.marshallfoundation.org/marshall_biographical_information.html
Congressional testimony, interviews, and quotes from one of the primary instigators of the Marshall Plan to assist countries after World War II are included on this site. In addition to biographical material on General Marshall, the site contains information about the Marshall Plan itself.

History Matters: The U.S. Survey Course on the Web
http://www.historymatters.gmu.edu/
Designed for high school and college teachers and students, this site serves as a gateway to Internet resources and offers other useful materials for teaching U.S. history.

Images of American Political History
http://teachpol.tcnj.edu/amer_pol_hist/
A collection of over 500 public domain images of American political history.

The Library of Congress
http://www.loc.gov/
This site showcases the resources of the Library of Congress, the nation's oldest federal cultural institution, which serves as the research arm of Congress. It is also the largest library in the world, with more than 130 million items on approximately 530 miles of bookshelves. The collections include more than 29 million books and other printed materials, 2.7 million recordings, 12 million photographs, 4.8 million maps, and 58 million manuscripts.

The Library of Congress: Exhibits: For European Recovery: The Fiftieth Anniversary of the Marshall Plan
http://www.loc.gov/exhibits/marshall/marsintr.html
In celebration of the 50th anniversary of the Marshall Plan, the Library of Congress presents this display on the origins and effects of the Plan. Featured are photographs and cartoons from the Prints and Photographs Division and items from the papers of Averell Harriman, the European Recovery Program special representative from 1948 to 1950, whose collection in the Library's Manuscript Division contains photographs, letters, memos, and printed material that document the early days of this acclaimed international initiative.

National Security Archive: Cuban Missile Crisis 40th Anniversary Collection
http://www.gwu.edu/~nsarchiv/nsa/cuba_mis_cri/
Press releases, selected documents, photographs, audio clips, and other material from the historic 40th anniversary conference in Havana are included through this site. Also available are declassified documents, analysis, and a chronology.

National Security Archive Online
http://nsarchive.chadwyck.com/
A comprehensive collection of primary important declassified documents regarding critical U.S. policy decisions.

Public Broadcasting Service: Global Connections: U.S. Foreign Policy
http://www.pbs.org/wgbh/globalconnections/mideast/questions/uspolicy/
This PBS site shows that, despite the physical distance between the United States and the Middle East, U.S. influence has been felt in every country within the region. Throughout the 20th century, strategic interests, including a longstanding competition with the Soviet Union, have provoked a variety of U.S. interventions ranging from diplomatic overtures of friendship to full-blown war.

Society for Historians of American Foreign Relations (SHAFR): Syllabus Initiative
http://www.shafr.org/syllabusinitiative.htm
This site is designed as a teaching resource by the Society for Historians of American Foreign Relations. It contains a repository of syllabi that can be used as a reference by those preparing to teach foreign relations history.

Suez Crisis: A Select Bibliography
http://www.eisenhower.archives.gov/suez.htm
This site provides access to 10 book titles concerning the 1956 Suez Canal Crisis, as cited by the Dwight D. Eisenhower Presidential Library staff.

Truman Presidential Museum and Library: Berlin Airlift
http://www.trumanlibrary.org/whistlestop/study_collections/berlin_airlift/large/docs.php
Oral histories, documents, and lesson plans concerning the Berlin Airlift during the years of 1948 through 1951, as documented by the Truman Presidential Museum and Library staff.

Truman Presidential Museum and Library: Establishing the Marshall Plan
http://www.trumanlibrary.org/whistlestop/study_collections/marshall/large/
Documents, photographs, oral histories, lesson plans, and links about the establishment of the Marshall Plan, as created by the Truman Presidential Museum and Library staff.

Truman Presidential Museum and Library: Ideological Foundations of the Cold War
http://www.trumanlibrary.org/whistlestop/study_collections/coldwar/
Access is given to documents that highlight the ideals that formed the basis of American policy toward the Soviet Union from 1945 to 1952.

The United Nations: An Introduction for Students
http://www.un.org/Pubs/CyberSchoolBus/unintro/unintro.asp
An introduction to the history and the work of the United Nations, created by the United Nations Cyberschoolbus (an online education component of the Global Teaching and Learning Project).

U.S. Agency for International Development: Marshall Plan
http://www.usaid.gov/multimedia/video/marshall/
A resource for information about the Marshall Plan and how it made possible the rebuilding of Europe after World War II.

U.S. Department of State: Bureau of Public Affairs: Office of the Historian
http://www.state.gov/r/pa/ho/
Includes access to Office of the Historian's publication *Foreign Relations of the United States* series, the official historical documentary record of U.S. foreign policy decisions.

U.S. Department of State for Youth: Foreign Relations and the U.S.
http://future.state.gov/when/foreign/
Parents and teachers are provided with lesson plans and teaching activities about the official record of major U.S. foreign policy decisions.

U.S. Department of State for Youth: Parents and Educators: Lesson Plans: The Cuban Missile Crisis
http://future.state.gov/educators/lessons/cuba/
Parents and teachers can access lesson plans related to the 1962 Cuban Missile Crisis.

U.S. Foreign Policy, University of Michigan Documents Center
http://www.lib.umich.edu/govdocs/forpol.html
Source for the University of Michigan's mega Internet documents center site, concerning U.S. foreign policy and government information.

U.S. National Archives: Exhibits: A People at War
http://www.archives.gov/exhibits/a_people_at_war/a_people_at_war.html
An exhibit that highlights the contributions of the thousands of Americans, both military and civilian, who served their country during World War II.

U.S. National Archives: Our Documents: Marshall Plan
http://www.ourdocuments.gov/doc.php?doc=82
Material about the Marshall Plan, one of the 100 milestone documents compiled by the National Archives and Records Administration about U.S. foreign policy.

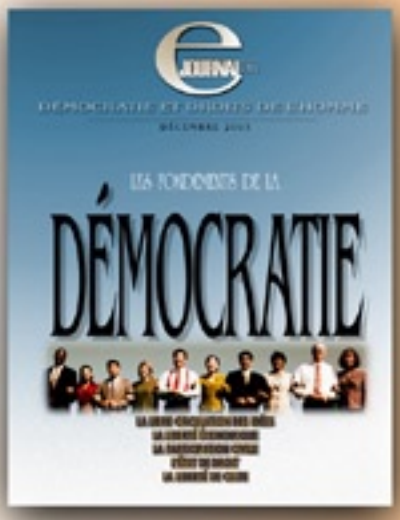
U.S. National Archives: Our Documents: Truman Doctrine
http://www.ourdocuments.gov/doc.php?doc=81
Information concerning the Truman Doctrine is contained in this site, one of many created by the National Archives and Records Administration on U.S. foreign policy documents.

U.S. National Archives: Presidential Libraries
http://www.archives.gov/presidential-libraries/
This site includes links to American Presidential Libraries; information on available documents as well as search capabilities are provided. Presidential Libraries offer museums full of presidential artifacts, interesting educational and public programs, and informative sites.

Le département d'État n'est nullement responsable du contenu ou de l'accessibilité des sites Internet indiqués ci-dessus. Tous ces sites étaient accessibles en date du 30 avril 2006.

eJOURNAL USA

UNE REVUE MENSUELLE PROPOSÉE DANS DIFFÉRENTES LANGUES



CONSULTEZ LA LISTE COMPLÈTE DES TITRES
http://usinfo.state.gov/journals/journals.htm